AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE RECTEUR DE DJAMAÂ EL-DJAZAÏR

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, qui lui a remis le rapport annuel de Djamaâ El-Djazaïr.

P.3

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Jeudi 9 Joumada El tani 1448 - 19 Novembre 2026 - N° 1434 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

EXAMEN DE PLUSIEURS DOSSIERS LIÉS À LA NUMÉRISATION, AUX PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES ET AUX INFRASTRUCTURES



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement, consacrée notamment au suivi des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation des statistiques ministériels et au contrôle des marchandises dans les ports et les aéroports, ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la modernisation des moyens de paiement électronique et à l'homologation des produits de construction des infrastructures de base, indique un communiqué des services du Premier ministre.

P.16

JEUNESSE / ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

INAUGURATION DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE À ALGER

L'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'encadrement de la jeunesse (ESSTEJ), sise dans la commune de Birkhadem (Alger), a été officiellement inaugurée mercredi, sous la supervision du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

P.3

AGENCE NATIONALE D'ARCHÉOLOGIE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL CONSACRÉE À SON INSTALLATION



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi, une réunion de travail consacrée à l'installation de l'Agence nationale d'archéologie. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion, le directeur général de l'Agence, M. Slimane Hachi a souligné que "Monsieur le président de la République a présenté une feuille de route comprenant la réalisation de recherches scientifiques et de fouilles archéologiques ainsi que la sécurisation du patrimoine culturel et des vestiges archéologiques".

NUMÉRISATION DES TRANSPORTS

SAÏD SAYOUD RÉUNIT AIR ALGÉRIE ET SERPORT

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé hier mercredi à Alger une réunion de coordination avec les responsables d'Air Algérie et du groupe des services portuaires Serport. Cette rencontre, annoncée dans un communiqué du ministère, avait pour but de faire le point sur l'activité des deux groupes et sur l'avancement de leurs projets, notamment en matière de numérisation et de transformation numérique.

P.4

ACTUALITÉS NATIONALES

SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT

ESCALE À L'UNIVERSITÉ DE SIDI BEL ABBÈS

Les activités de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, qui ont commencé lundi dernier dans les universités de l'Est du pays, se poursuivent cette fois à l'université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès, dans le cadre de la vision intitulée « Ensemble pour une Algérie innovante et entrepreneuriale ». Le programme repose sur quatre axes principaux : « entrepreneuriat et innovation », « réseautage et coopération », « orientation et accompagnement » et « développement des start-up ». La manifestation a connu une participation notable des acteurs économiques et des organismes d'appui et de financement, ainsi qu'une grande interaction de la communauté universitaire, notamment des enseignants et des étudiants porteurs de projets.

Par Ikram Haou

Selon le recteur de l'université Djillali Liabès, le professeur Bouziani Merahi, cette manifestation illustre l'engagement de l'université dans la transformation économique et la concrétisation de la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui vise à faire de l'université un moteur du développement local et national. Il a ajouté que l'intérêt des étudiants pour ce domaine nécessite une prise en charge croissante de ces initiatives entrepreneuriales, en tant que perspective professionnelle prometteuse.

De son côté, le directeur de l'incubateur d'entreprises de l'université, le Dr Ahmed Alami, a indiqué que les activités s'organisent en complémentarité entre plusieurs incubateurs et différentes structures d'appui de l'université, notamment le Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE), le Centre d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI), le Bureau de liaison entreprises-université, la Maison de l'intelligence artificielle, la plateforme



des technologies industrielles, le laboratoire de fabrication (Fab Lab) et le club de recherche d'emploi, sous le suivi de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires. L'objectif est d'accompagner l'étudiant depuis la maturation de son idée jusqu'à la concrétisation de son projet et la création de sa start-up ou de sa micro-entreprise, a souligné le Dr Alami.

À cette occasion, les représentants des partenaires économiques et des organismes de financement qui ont participé, notamment l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), ainsi que les représentants de banques nationales, qui contribuent à l'animation d'ateliers et de séances d'orientation au profit des étudiants, ont salué la qualité des projets innovants présentés par les étudiants de l'université. Ils ont également assuré de mettre à leur disposition les facilités nécessaires, ainsi qu'un accompagnement technique et financier, pour transformer leurs idées en projets d'investissement productifs, capables de contribuer à la création de richesses et d'emplois.

De plus, les étudiants participants et les représentants des clubs scientifiques impliqués dans l'organisation et l'animation de cette manifestation se sont déclarés satisfaits de la dynamique interactive qui caractérise ces journées. Ils ont également confirmé l'importance des échanges directs avec les experts, les représentants des banques et les organismes, afin de lever les obstacles et de mieux comprendre les mécanismes d'accès au monde de l'entrepreneuriat.

I. H.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SOUVERAINETÉ SANITAIRE

SAIDAL DÉVOILE SES PROJETS

Le directeur général du Groupe, Younes Bouarara, présente les différents projets en cours, entre production locale de matières premières, antibiotiques, vaccins et anticancéreux.

Dans une démarche visant à réduire la facture de l'importation des produits pharmaceutiques, notamment les antibiotiques, le groupe Saidal œuvre pour le renforcement de ses capacités en matière de production et de coopération au niveau national et international.

Par Malika Azeb

Le directeur général du Groupe, M. Younes Bouarara, a, lors de son intervention dans l'émission « L'invité du jour », présenté les différents projets en cours, à l'instar du projet lié à la production de la matière première pour la fabrication du Paracétamol dans la wilaya de Batna.

M. Bouarara a assuré que durant la pandémie du Covid-19, ce médicament « s'est avéré hautement stratégique, ce qui a causé sa rareté sur le marché mondial des produits pharmaceutiques, car à l'époque seuls la Chine et l'Inde disposaient de quantités suffisantes et avaient arrêté leurs exportations », ajoutant que « c'est la raison pour laquelle le Groupe Saidal s'est lancé dans la fabrication de la matière première pour le Paracétamol afin de ne pas dépendre de l'importation ».

Il a également affirmé que l'usine de Batna est d'une capacité de 2000 tonnes, que les besoins nationaux ne dépassent pas les 1 500 tonnes et que l'excédent sera destiné à l'exportation, notamment vers les pays africains.

Le projet de l'usine de Batna est actuellement à 80 % de réalisation et en phase d'installation des équipements répondant aux normes internationales, et la fabrication de la granulation fera en sorte que tous les producteurs nationaux de Paracétamol auront un produit correspondant.

L'entrée en service de l'usine, prévue avant la fin 2027, permettra la disponibilité en quantité et en qualité du médicament Paracétamol, en sus de la réduction du taux de chômage avec le recrutement d'au moins 150 salariés au départ.

Le Groupe Saidal ambitionne également, à court terme, la production des intrants entrant dans la fabrication de la matière première pour le Paracétamol, a-t-il ajouté.

Revenant à la remise en service de l'usine de fabrication de matière première pour les antibiotiques de Médéa, après un arrêt de vingt ans, l'intervenant a souligné que ce complexe constitue « une fierté pour l'Algérie durant des années, mais pour des raisons techniques l'usine a subi un ralentissement dans la production, avant son relancement récemment afin de faire de ce complexe un pôle industriel d'envergure ».

Outre la fabrication de Pénicilline G, le projet prévoit aussi la production de l'Amoxicilline avec l'introduction de la technologie enzymatique, cette méthode permettant la production de 6 kilogrammes d'Amoxicilline à partir d'un kilo de Pénicilline G.

La grande capacité de production du site de Médéa permettra également la fabrication de cinq grandes familles d'antibiotiques prochainement, ce qui portera le chiffre d'affaires de Saidal à 555 millions de dollars, et pour les deux à trois années à venir le Groupe ambitionne d'augmenter le chiffre à 1 milliard de dollars.

L'État algérien importe à l'heure actuelle l'équivalent de 75 milliards de dinars d'antibiotiques, et le groupe Saidal a pour objectif de réduire à zéro la facture d'importation de ces produits. Dans ce contexte, M. Bouarara a fait savoir que Saidal dispose de 250 000 unités, ce qui permet de répondre à la demande du marché national en matière de médicaments répondant aux normes en vigueur, notamment avec la mise en place par le groupe de son bioéquivalence par rapport au princeps, ce qui veut dire que la qualité du médicament fabriqué localement est aux normes exigées à l'échelle mondiale, a-t-il détaillé.

Concernant la production de médicaments anticancéreux, le directeur général de Saidal a indiqué que son département accorde une priorité particulière aux biosimilaires, c'est-à-dire des traitements innovants pour le cancer.

Ajoutant que Saidal a signé un accord avec les Laboratoires Roche, spécialisés dans la fabrication de traitements pour le cancer du sein, en vue du transfert total de sa technologie en Algérie pour les produire localement et satisfaire ainsi les besoins nationaux liés à ces traitements.

Autre projet du Groupe : l'acquisition d'une ligne de fabrication de vaccins de l'Allemagne, comme il a été conclu un accord avec un partenaire allemand spécialisé dans les vaccins, pour la délocalisation de la fabrication de son portefeuille vaccinal vers l'Algérie.

La signature d'un autre contrat avec les partenaires allemands concerne la thérapie cellulaire ; les projets seront implantés à Annaba et à Cherchell pour la fabrication de vaccins très innovants, a déclaré M. Bouarara.

M. Bouarara a également fait savoir qu'un projet de production de matière première pour les produits d'oncologie chimique sera implanté dans la wilaya de Sétif, tandis que le projet pour les biosimilaires est en cours de finalisation au niveau de Constantine.

Au terme de son intervention, ce responsable a affirmé que son Groupe a signé des accords avec plusieurs pays pour l'exportation de différents produits pharmaceutiques, notamment vers les pays africains et certains pays arabes, en sus du projet de l'ouverture de deux filiales de Saidal au niveau du Bénin, de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest pour le premier temps.

M.A

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

DÉCÈS DU MOUDJAHID SAÏD MEKROUD

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances à la famille du moudjahid Saïd Mekroud, Général à la retraite et ancien Commandant de Région militaire, décédé mercredi, ainsi qu'à la famille de l'Armée nationale populaire (ANP). "Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présente ses sincères condoléances à la famille du défunt moudjahid Saïd Mekroud, Général à la retraite et ancien Commandant de Région militaire, décédé ce soir, 18 novembre, ainsi qu'à la famille de l'ANP, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de prêter à ses proches patience et réconfort . A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", lit-on dans le message de condoléances.

RA

AGENCE NATIONALE D'ARCHÉOLOGIE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL CONSACRÉE À SON INSTALLATION

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi, une réunion de travail consacrée à l'installation de l'Agence nationale d'archéologie.



Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion, le directeur général de l'Agence, M. Slimane Hachi a souligné que "Monsieur le président de la République a présenté une feuille de route comprenant la réalisation de recherches scientifiques et de fouilles archéologiques ainsi que la sécurisation du patrimoine culturel et des vestiges archéologiques".

Il a également précisé que "le président de la République a ordonné de mener des recherches scientifiques et archéologiques sur toutes les périodes de l'histoire de l'Algérie, depuis les périodes les plus anciennes de la préhistoire jusqu'au XXe siècle". Il s'agit des périodes "sur lesquelles nous travaillons", a-t-il ajouté. "La feuille de route de Monsieur le président de la République concerne aussi la création d'un corps de police des vestiges archéologiques ou police du patrimoine archéologique", a-t-il fait savoir.

"Nous nous engageons à appliquer les instructions et orientations de Monsieur le Président au sein de cette institution stratégique, historique et culturelle pour mettre en exergue toutes les périodes historiques de l'Algérie", a-t-il dit.

A ce propos, il a rappelé que la nation algérienne possède "de profondes racines historiques que nous œuvrerons à faire connaître et à mettre à la disposition des étudiants et des chercheurs". M. Hachi a, à cette occasion, exprimé ses vifs remerciements au président de la République pour la création de l'Agence nationale d'archéologie, placée sous la tutelle de la Présidence de la République, ainsi que pour l'avoir nommé à la tête de cette institution stratégique. Le décret présidentiel 26-352 du 4 novembre 2026, portant création de l'Agence nationale d'archéologie et fixant ses missions, son organisation et son fonctionnement, a été récemment publié au Journal officiel N 78. La création de cette agence avait été ordonnée par le président de la République lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée en juin dernier. Aux termes de l'article 5 dudit décret, l'agence est définie comme "un organisme d'observation, d'orientation, d'expertise, de concertation, de coordination, de direction, de réalisation et d'exécution dans les domaines de l'archéologie et du patrimoine archéologique".

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE RECTEUR DE DJAMAÂ EL-DJAZAÏR

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, qui lui a remis le rapport annuel de Djamaâ El-Djazaïr.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette audience, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi a indiqué avoir remis au président de la République le rapport annuel de Djamaâ El-Djazaïr et l'avoir informé des réalisations accomplies cette année, dont les plus importantes sont "les Chaires scientifiques, publiques et privées, qui suscitent un intérêt croissant".

Parmi les autres réalisations dans ce domaine, a-t-il ajouté, il y a lieu de citer "l'acquis civilisationnel et scientifique que constitue la création de la Chaire Emir Abdelkader au Centre d'études islamiques d'Oxford, ainsi que le programme élaboré en coopération et en partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, actuellement en cours de mise en œuvre".

Dans le même contexte, il a précisé que cette rencontre a permis d'évoquer plusieurs questions, notamment celles liées au renforcement du rayonnement de Djamaâ El-Djazaïr, outre les rencontres et séminaires à l'étude, que "Djamaâ El-Djazaïr s'emploie à concrétiser dans les meilleurs délais".

RA

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

LE VICE-PRÉSIDENT DE L'APN S'ENTRETIENT À MANILLE AVEC SON HOMOLOGUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE VIETNAMIENNE

Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ahmed Badr El Islem Belguet, s'est entretenu, mercredi à Manille (Philippines), avec le vice-président de l'Assemblée nationale vietnamienne, Nguyen Doan Anh, en marge des travaux de la 47e Assemblée générale de l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA). Les deux parties ont passé en revue les relations d'amitié historiques unissant l'Algérie et le Vietnam et examiné les "voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans les domaines parlementaire, économique et de l'investissement, en adéquation avec niveau du partenariat stratégique entre les deux pays". A cette occasion, les deux parties ont mis en avant l'importance de "l'intensification des échanges de visites parlementaires, de l'activation des groupes d'amitié et du renforcement de la coordination et de la concertation au sein des fora parlementaires internationaux", tout en soulignant la nécessité de poursuivre l'action commune afin de "hisser les relations algéro-vietnamiennes vers des perspectives plus larges".

Par ailleurs, et dans le cadre de sa participation aux travaux de la 47e Assemblée générale de l'AIPA, la délégation de l'APN a pris part, mardi, aux travaux du Forum des femmes parlementaires dirigeantes, visant à "renforcer la présence des femmes et des jeunes au sein des instances parlementaires, promouvoir leur contribution à la prise de décision et répondre aux défis communs". La délégation de l'APN a également pris part à la deuxième table ronde des jeunes parlementaires. Dans ce cadre, Mme Hadjira Abbas a participé au Forum des femmes parlementaires dirigeantes, organisé sous le thème "Au-delà des chiffres : la femme façonnent un avenir de paix, de prospérité et d'équité".a

Les débats ont porté sur les moyens de passer de la simple représentation numérique des femmes dans les institutions législatives à une participation effective et influente à la prise de décision et à l'élaboration des politiques publiques". Dans son intervention, Mme Abbas a souligné " la nécessité de dépasser la participation formelle des femmes pour leur permettre de disposer du statut, des outils et des opportunités nécessaires à une contribution effective à l'élaboration des politiques et à la prise de décision", insistant sur l'importance de "faire passer la femme du statut de bénéficiaire des politiques publiques à celui de partenaire active dans leur élaboration, leur orientation et l'évaluation de leurs résultats", à même de répondre aux aspirations des femmes de toutes catégories, notamment des jeunes générations". De son côté, M. Ghofrane Hamouche a pris part aux travaux de la deuxième table ronde des jeunes parlementaires, consacrée à la coopération parlementaire face aux défis régionaux et mondiaux communs, précise la même source.

RA

JEUNESSE / ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

INAUGURATION DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE À ALGER

L'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'encadrement de la jeunesse (ESSTEJ), sise dans la commune de Birkhadem (Alger), a été officiellement inaugurée mercredi, sous la supervision du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

A cette occasion, M. Hidaoui a souligné que "la transformation de l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse (INFSCJ) en Ecole supérieure des sciences et techniques de l'encadrement de la jeunesse s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le système national de la jeunesse et à concrétiser une vision tendant à améliorer les capacités des ressources humaines chargées de l'encadrement, l'accompagnement et la protection des jeunes contre les différents fléaux sociaux".

Cette démarche intervient en "concrétisation de l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie, en faisant de la jeunesse un axe essentiel du projet d'édification de l'Algérie nouvelle, au vu des énergies, des capacités créatives et des qualifications scientifiques dont elle dispose et qui la qualifient pour contribuer efficacement aux différents domaines du développement", a-t-il expliqué.

M. Hidaoui a indiqué que "l'accès à cette école requiert l'obtention d'une moyenne de 16/20 au baccalauréat", précisant que les étudiants y suivront une formation de "5 ans, sanctionnée par un diplôme de master, avec un recrutement direct dans les établissements de jeunesse à l'issue de leur cursus".

Il a ajouté que l'école a attiré, au titre de sa première promotion, "100 étudiants issus des différentes wilayas du pays", encadrés par une élite d'enseignants spécialisés dans les sciences sociales et les sciences de l'information et de la communication.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a souligné que la transformation de l'Institut en Ecole supérieure "s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par le ministère dans le domaine de la formation, afin de faire de l'université un levier de l'économie innovante et un créateur de richesse".

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

NUMÉRISATION DES TRANSPORTS

SAÏD SAYOUD RÉUNIT AIR ALGÉRIE ET SERPORT

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé hier mercredi à Alger une réunion de coordination avec les responsables d'Air Algérie et du groupe des services portuaires Serport. Cette rencontre, annoncée dans un communiqué du ministère, avait pour but de faire le point sur l'activité des deux groupes et sur l'avancement de leurs projets, notamment en matière de numérisation et de transformation numérique

Par Ali Boudefel

Les participants ont examiné les solutions numériques déjà utilisées par les deux groupes, ainsi que les efforts réalisés pour moderniser la gestion et améliorer les services.

Ils ont également souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les entreprises du secteur des transports.

L'idée est de mieux exploiter les solutions numériques développées au sein de chaque entreprise, d'élargir les domaines de collaboration, de partager les expertises et de créer des services numériques communs. Tout cela doit aider à accélérer la transformation numérique et à améliorer l'efficacité et les performances du secteur.

La réunion s'est tenue au siège du ministère, en présence du secrétaire général, du chef de cabinet, du directeur général de la Marine marchande et des Ports, ainsi que de cadres du secteur.

Elle fait partie des rencontres régulières organisées pour suivre l'activité des groupes et des entreprises du secteur des transports, précise le communiqué.

A.B

LOGISTICAL 2026

DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES LOGISTIQUES POUR RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

Le développement et la modernisation des infrastructures et plateformes logistiques s'imposent comme un levier stratégique majeur pour stimuler la croissance économique, réduire les coûts opérationnels et renforcer la compétitivité des entreprises nationales sur les marchés internationaux, ont souligné, mercredi à Alger, des spécialistes.

S'exprimant lors d'une rencontre organisée en marge de la 9e édition du Salon international du transport et de la logistique "Logistical", les intervenants ont mis en avant le rôle structurant de ces infrastructures dans la transformation de l'économie, puisqu'elles ne sont plus perçues comme de simples espaces de stockage ou de transit, mais comme de véritables catalyseurs de performance, permettant de fluidifier les échanges commerciaux et de connecter l'économie nationale aux chaînes de valeur mondiales.

Dans cette optique, les participants ont plaidé pour une modernisation accélérée du réseau logistique national, soulignant que l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement constitue un "facteur déterminant" pour abaisser les coûts de revient des produits, améliorer la connexion entre les marchés, et soutenir l'essor des exportations hors hydrocarbures.

Pour le président directeur général de l'entreprise "Rail Logistique" ,filiale du groupe SNTF, Rafik Osmani, l'investissement dans des infrastructures logistiques performantes génère des retombées économiques, commerciales et stratégiques.

Selon lui, la maîtrise de la logistique permet non seulement de rationaliser les dépenses liées au transit et à l'acheminement des marchandises, mais également d'offrir aux opérateurs économiques la réactivité nécessaire pour conquérir de nouveaux marchés à l'export.

De son côté, l'expert en logistique, Mehdi Boumechour, a souligné la nécessité d'établir une intermodalité efficace et une coordination étroite entre les différents modes de transport (ferroviaire, routier, maritime et aérien).

Il a soutenu qu'un maillage logistique intégré représente un "outil décisif" pour propulser l'économie nationale , dynamiser le commerce extérieur et positionner le pays comme un hub régional incontournable.

Dans son intervention, le directeur du Registre du Commerce au Centre national du registre du commerce (CNRC),Omar Djaaboub, a souligné que le centre accompagne les évolutions du secteur du transport et de la logistique à travers les facilitations accordées dans la création et l'accompagnements des entreprises dans différents domaines.

Il a affirmé que le CNRC fournissait également des services numériques qui permettent d'assurer un meilleur accompagnement des commerçants, entreprises et opérateurs économique.

RE

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L'ENTREPRISE "INATEL" DE TLEMCEN LANCE UNE OPÉRATION D'EXPORTATION DE TPE VERS LE NIGERIA

L'entreprise publique économique de l'Industrie algérienne des technologies électroniques "INATEL", dont le siège est situé à Tlemcen, a lancé mercredi sa première opération d'exportation de terminaux de paiement électronique (TPE) vers le Nigeria.

Cette première cargaison comprend 25.000 terminaux de paiement électronique, acheminés vers le port d'Oran en prévision de leur expédition vers le marché nigérian.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président-directeur général de l'entreprise "INATEL", Hichem Tibira, a souligné que cette opération s'inscrit dans le cadre des orientations nationales visant à diversifier l'économie nationale, à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à renforcer la présence du produit national sur les marchés extérieurs.

Il a ajouté que l'entreprise ambitionne de faire de cette première opération le point de départ d'un processus d'exportation durable, fondé sur l'élargissement des marchés ciblés, le développement des partenariats et l'augmentation des capacités de production.

Pour sa part, le directeur de l'unité de production de l'entreprise "INATEL", Hichem Thabti, a indiqué cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme prévoyant l'exportation progressive d'un volume total de deux millions de TPE vers le Nigeria.

Il a révélé qu'une deuxième opération d'exportation, portant sur 25.000 terminaux supplémentaires, est programmée pour le mois de décembre prochain. Plusieurs autres opérations sont également prévues à l'horizon 2027, à raison de 300.000 appareils par expédition. Il a, par ailleurs, souligné que ces équipements se distinguent par leurs caractéristiques techniques avancées.

De son côté, le président-directeur général de l'Entreprise nationale des télécommunications, dont "INATEL" est une filiale, Abderrahim Cheikh, a souligné que "cette opération reflète la capacité de l'industrie électronique algérienne à renforcer sa position sur les marchés africains".

Le directeur général du groupe holding "Elec El Djazaïr", Zerrarka Omar, a, quant à lui, évoqué le soutien et l'accompagnement assurés par le ministère de l'Industrie et les pouvoirs publics pour concrétiser cette opération.

Il convient de rappeler que l'entreprise "INATEL", dont la capacité de production est estimée à 10.000 terminaux de paiement électronique par jour, avait signé, lors de la Foire commerciale intra-africaine organisée en 2025, plusieurs contrats et partenariats internationaux.

Parmi ces accords figure, notamment, un contrat portant sur l'exportation de deux millions de terminaux de paiement électronique vers le Nigeria, ainsi que la signature de mémorandums d'entente avec les Républiques du Congo et du Sénégal, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat sur les marchés africains.

RE

AGRICULTURE

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES POUR LA SAISON 2026-2027

Le coup d'envoi de la campagne labours-semailles au titre de la saison agricole 2026-2027 a été donné dans les wilayas d'Adrar et Timimoun par les autorités locales, a-t-on appris mercredi auprès des directions des Services agricoles (DSA).

D'importants moyens humains et logistiques, notamment des engins de labour, ainsi que des quantités suffisantes de semences et d'engrais, ont été mobilisés en coordination avec les différents partenaires afin d'assurer le bon déroulement de cette campagne.

Dans la wilaya d'Adrar, la campagne porte sur une superficie de plus de 40.000 hectares (ha) consacrée à la céréaliculture sous pivots, a indiqué le directeur du secteur, Hichem Mokadem.

Pour sa part, le directeur de l'antenne locale de la société de mécanisation agricole "AgroDrive", Mohamed Belouafi, a fait état de la mobilisation d'un important parc de matériel agricole, en plus de conducteurs qualifiés ayant bénéficié de formations spécialisées dans le domaine.

S'exprimant en marge du lancement de la campagne tenue dans une exploitation agricole de la société Agro-alimentaire Activités (3A), filiale du groupe Sonatrach, le wali d'Adar Fodil Douifi, a souligné la mobilisation des acteurs concernés aux côtés des céréaliculteurs, en vue d'accroître les superficies dédiées aux grandes cultures, de promouvoir la production agricole et de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire.

A Timimoun, la campagne concerne une superficie globale de 18.000 ha, dont 16.000 ha irrigués sous pivots et 2.000 ha exploités selon le système traditionnel, soit une hausse estimée à 35 % par rapport à la saison écoulée.

Cette superficie est répartie entre 16.320 ha réservés à la culture du blé dur, 850 ha au blé tendre, 750 ha à l'orge et 90 ha à l'avoine, a-t-on détaillé.

En marge du lancement de la campagne depuis le périmètre agricole de Tinerkouk, le chef de l'exécutif local, Souna Benamar, a souligné que cette filière stratégique connaît une progression constante dans la wilaya d'une année à l'autre, reflétant ainsi, selon lui, les résultats de la politique de l'Etat en matière de développement agricole.

Le responsable a également affirmé que ses services s'attellent à assurer l'accompagnement et à mettre à la disposition des producteurs les facilités requises, dans le but de soutenir l'amélioration de la production céréalière, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

RE

ACTUALITÉS NATIONALES

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

L'HÔPITAL DE BÉCHAR ACCÉLÈRE SA TRANSITION NUMÉRIQUE

L'hôpital de Béchar fait un grand pas en avant pour moderniser ses services grâce au numérique. Avec l'aide d'une équipe d'experts venue d'Oran, les structures de santé de la région installent de nouveaux outils informatiques afin de mieux gérer les dossiers des malades et de leur offrir de meilleurs soins.

Par Hamida Indja



La direction locale de la santé a indiqué avant-hier que le projet d'installer le carnet de santé numérique dans les hôpitaux et les structures sanitaires de la wilaya de Béchar avance de manière très satisfaisante, grâce notamment à l'aide et au soutien d'un groupe d'experts et de techniciens venus spécialement de la ville d'Oran.

Cette équipe spécialisée est venue à Béchar pour aider à accélérer la numérisation des hôpitaux et permettre l'utilisation du carnet de santé numérique partout, en suivant les consignes et les instructions du ministère de la Santé.

La même source a également précisé que l'objectif principal de cette opération est de renforcer et de mieux gérer les informations médicales, de simplifier et de faciliter leur partage entre les différents hôpitaux, et d'aider à offrir de meilleurs soins et de meilleures prestations aux patients.

L'intervention de l'équipe technique a commencé à l'hôpital spécialisé dans le traitement du cancer « Moudjahid Hamdaoui Moumene » à Béchar, où elle aide les équipes sur place en leur donnant tous les conseils techniques importants pour préparer le système informatique et bien régler ses différents paramètres.

Les travaux techniques se sont concentrés sur l'installation de la plateforme « Proxmox » sur l'ordinateur central, la création des espaces virtuels nécessaires pour faire fonctionner les systèmes « LIS » et « Packs », ainsi que l'ajout du logiciel « Mir Connect ». Les responsables ont également expliqué que cette visite a permis de donner des conseils pratiques et d'offrir un suivi technique pour garantir le bon fonctionnement de ce nouvel outil numérique de la meilleure façon possible.

Ces actions permettront d'aider l'établissement à mieux utiliser le carnet de santé numérique, notamment en facilitant le traitement, l'accès et le partage des informations médicales, ce qui permettra d'améliorer les conditions de soins offertes aux patients.

La même source a également souligné que cette belle initiative participe au renforcement de la coopération et du partage d'expériences entre les hôpitaux des différentes régions du pays, en soutenant les équipes sur place et en les aidant à développer leurs compétences pour bien maîtriser la technique nécessaire à la mise en service des systèmes de santé numériques.

H I

FONCIER ET HABITAT À BOUIRA

DEUX TERRAINS DE 10,5 HECTARES RÉCUPÉRÉS POUR LES PROGRAMMES AADL 3

Par Sarah Flifti

Les autorités locales de Bouira ont engagé une procédure de récupération de deux terrains totalisant 10,5 hectares, en vue d'y accueillir de futurs programmes de logements, notamment dans le cadre de la formule AADL 3.

La mobilisation du foncier destiné aux projets de logements s'est poursuivie dans la wilaya de Bouira. Deux parcelles situées à la sortie nord-est du chef-lieu, qui avaient auparavant accueilli une base de vie appartenant à une entreprise nationale, ont fait l'objet d'une procédure de récupération engagée par les services de la wilaya et la direction du logement.

Selon le directeur du logement, Moussa Hadj Dahmani, les deux terrains concernés couvrent respectivement 6,5 et 4 hectares, soit une superficie totale de 10,5 hectares. Il a précisé que la procédure avait déjà reçu l'approbation d'une commission interministérielle.

Le responsable a également indiqué que les études techniques nécessaires seraient lancées une fois la récupération des assiettes foncières achevée. Cette étape devrait permettre de définir les projets à réaliser sur ces terrains, parmi lesquels figurent des programmes relevant de l'AADL 3.

Cette opération vient s'ajouter aux sites déjà réservés à la réalisation de logements dans la région. À Ouled Bellil, une localité située en périphérie de Bouira, un programme de 1 000 logements AADL 3 est déjà en cours de réalisation. Un autre terrain, situé à proximité de l'ancien marché hebdomadaire de la ville, a également été mobilisé pour accueillir de nouveaux projets.

Parallèlement, les autorités locales, sous la conduite de la wali Houria Aggoune, poursuivent les démarches visant à identifier d'autres terrains susceptibles d'accueillir des programmes d'habitat. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour répondre à la demande croissante en logements dans la wilaya.

S.F

AÏN TÉMOUCHENT

EXPORTATION DE 400 TONNES DE PRODUITS HALIEUTIQUES VERS PLUSIEURS PAYS

Les exportations de produits halieutiques de la wilaya d'Aïn Témouchent vers plusieurs pays africains et européens ont atteint près de 400 tonnes depuis le début de l'année en cours, a indiqué, hier, le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, Houari Gouassem.

Le même responsable a précisé que les mollusques et les crustacés, notamment le poulpe, représentent la part la plus importante des exportations halieutiques de la wilaya. Ces produits sont principalement destinés à plusieurs marchés africains, notamment ceux de la Mauritanie et de la Tunisie, ainsi qu'à des marchés européens, en particulier celui de l'Espagne.

La wilaya d'Aïn Témouchent compte 12 unités commerciales activant dans le domaine de l'importation et de l'exportation des produits halieutiques. Plusieurs d'entre elles ont réussi à accéder aux marchés internationaux et à s'imposer dans la commercialisation de certaines espèces de poissons, tandis que les efforts se poursuivent en vue d'élargir leurs activités et de renforcer leur présence sur de nouveaux marchés, notamment sur le continent africain, a expliqué le même responsable.

Concernant la production, le volume de la production halieutique de la wilaya a dépassé les 20.000 tonnes durant la même période, enregistrant une hausse notable par rapport à l'année 2025, au cours de laquelle il n'avait pas dépassé 10.084 tonnes, selon la même source.

M. Gouassem a attribué cette hausse à plusieurs facteurs, notamment la stabilité des conditions climatiques, la modernisation de certains navires de pêche ainsi que le respect de la période de repos biologique, contribuant ainsi à la préservation et au renouvellement des ressources halieutiques.

Dans le même contexte, les responsables du secteur de la pêche maritime et de l'aquaculture œuvrent à élargir les activités d'exportation des espèces halieutiques faisant l'objet d'une demande croissante sur les marchés extérieurs, notamment les mollusques et les crustacés, afin de diversifier les exportations et d'accroître les recettes en devises au profit du Trésor public, a-t-on indiqué.

R.R

TOUGGOURT

PLUS DE 2.000 HA CONSACRÉS À LA CÉRÉALICULTURE POUR LA SAISON 2026-2027

Une superficie de plus de 2.000 hectares (ha) a été consacrée à la céréaliculture dans la wilaya de Touggourt au titre de la campagne labours-semailles 2026-2027, dont le coup d'envoi a été donné, avant hier, dans la daïra d'El-Hadjira par les autorités locales.

Cette superficie concerne 1.200 ha réservée au blé dur, 600 ha au blé tendre, 150 ha à l'orge et 50 au triticale, selon les données de la direction locale des services agricoles (DSA). Elle enregistre une hausse de 954 ha par rapport à al saison précédente, avec des prévisions de production estimées à 3.900 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, a-t-on ajouté de même source. La campagne labours-semailles a bénéficié de la mobilisation d'importants moyens humains et logistiques, en sus de la mise à la disposition des céréaliculteurs des intrants agricoles nécessaires, afin d'assurer son bon déroulement et d'améliorer les rendements céréalières. Le wali Othmane Abdelaziz a, à cette occasion, souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur agricole pour le succès de cette campagne et contribuer, à travers le développement de cette filière stratégique, au renforcement de la sécurité alimentaire.

R.R

ECONOMIE MONDIALE

INDUSTRIE SPATIALE

VERS LA NAISSANCE D'UN GÉANT EUROPÉEN DE L'ESPACE ET DE LA DÉFENSE

L'industrie spatiale et de la défense en Europe s'apprête à traverser une transformation importante, l'une des plus profondes de son histoire moderne. La société finlandaise Iceye, le leader mondial incontesté dans la fabrication de satellites d'observation de la Terre et dans la fourniture de services de renseignement géospatial par imagerie radar, a officialisé son intention de prendre le contrôle total de l'entreprise italienne Avio.

Par Rihab Taleb

Il convient de définir ce qu'est une offre publique d'achat, ou OPA. Il s'agit d'une procédure financière par laquelle une entreprise propose publiquement aux actionnaires d'une autre société cotée en bourse de leur racheter leurs parts à un prix fixé à l'avance, avec pour objectif final de s'emparer de la majorité du capital ou de la totalité de l'entreprise cible pour pouvoir ensuite la retirer de la cote boursière.

L'offre a été lancée par l'intermédiaire d'Iris 2 Spa, une structure italienne détenue à 100 % par le groupe finlandais, et elle cible l'intégralité des actions ordinaires d'Avio. Il faut rappeler qu'Avio est un véritable fleuron technologique et un pilier de l'aérospatiale. Avio est universellement reconnu pour être le maître d'œuvre des fusées de transport léger Vega, des lanceurs essentiels pour placer des petits satellites en orbite, et c'est également un fournisseur stratégique chargé de produire les puissants propulseurs à propergol solide qui permettent à la grande fusée européenne Ariane 6 de s'arracher de la Terre. L'ensemble de cette transaction monumentale évalue l'entreprise italienne à environ deux milliards d'euros, ce qui en fait l'un des plus grands mouvements de concentration et de rachat de l'histoire récente du secteur technologique et de la défense sur le continent.

Un plan de financement solide

Pour réussir à convaincre les actionnaires actuels de céder leurs titres et de valider la sortie de la Bourse de Milan, la direction d'Iceye a formulé une proposition financière particulièrement attractive et agressive, fixée à 41 euros par action payés en espèces. L'analyse de ce type de proposition se fait à travers la notion de prime d'acquisition, qui correspond au pourcentage de dépassement du prix offert par rapport à la valeur réelle des actions sur le marché avant l'annonce. Ici, le prix proposé intègre une prime de 21,3 % par rapport au cours de clôture de la veille, de 29,6 % par rapport au prix moyen du mois précédent, et s'envole jusqu'à 34,8 % par rapport à la moyenne des trois derniers mois. Une telle générosité financière démontre la puissance des actionnaires d'Iceye. Pour financer un tel achat sans mettre en péril sa propre santé financière, l'entreprise finlandaise a mis en place un plan de financement solide combinant l'utilisation de ses liquidités propres (ses réserves de trésorerie accumulées) et la souscription d'un emprunt bancaire massif, le tout étant structuré avec l'accompagnement de grands cabinets d'avocats internationaux et de la banque d'affaires Goldman Sachs International.

Néanmoins, la véritable âme de cette opération réside dans sa logique industrielle, que les économistes qualifient d'intégration verticale. Il faut savoir que l'intégration verticale désigne une stratégie par laquelle une entreprise décide de regrouper sous une même direction et au sein d'un même groupe toutes les étapes successives de la production et de la commercialisation, allant de la matière première ou de la conception jusqu'à la livraison finale au client. Jusqu'à présent, l'écosystème spatial européen a souvent souffert d'une fragmentation : d'un côté, il y avait les entreprises spécialisées dans la fabrication des satellites, et de l'autre, les industriels chargés de construire les lanceurs et les fusées. Cette séparation créait parfois des obstacles, des retards de planification et des difficultés de coordination logistique.

Un carnet de commandes durablement rempli

En unissant Iceye et Avio, le nouveau groupe sera désormais capable de maîtriser toute la chaîne de valeur de manière totalement autonome. Il pourra concevoir et fabriquer des satellites de pointe, gérer des constellations entières en orbite autour de la Terre, analyser avec une précision millimétrique les données de renseignement, et enfin produire ses propres fusées et propulseurs pour envoyer le tout dans l'espace. Pour Iceye, posséder ses propres moyens de lancement représente un avantage compétitif absolument inestimable, lui garantissant de ne plus dépendre des calendriers extérieurs. Pour Avio, c'est l'assurance d'avoir un carnet de commandes durablement rempli, ce qui lui permettra d'augmenter la cadence de production des fusées Vega et d'investir dans ses usines.

Dans un monde marqué par des tensions internationales croissantes et des incertitudes géopolitiques, les dirigeants politiques et économiques rappellent constamment que les gouvernements européens ne peuvent plus se permettre de dépendre de puissances étrangères pour accéder à l'espace ou pour surveiller leur territoire. Comme l'a souligné Rafal Modrzewski, le directeur général et cofondateur d'Iceye, les nations européennes doivent impérativement conserver la maîtrise absolue de leurs infrastructures spatiales critiques, qu'il s'agisse de télécommunications sécurisées, de prévisions météorologiques ou de défense militaire. Cependant, de telles opérations de rachat transfrontalières suscitent souvent des craintes politiques, notamment en Italie, où le gouvernement veille sur la protection de ses entreprises stratégiques nationales.

Iceye s'est ainsi formellement engagé à injecter un milliard d'euros d'investissements supplémentaires en Italie au cours des cinq années qui suivront la finalisation de la transaction, en plus des budgets de développement déjà prévus par Avio. En termes économiques, ces investissements massifs seront directement fléchés vers l'agrandissement et la modernisation des sites de production, le renforcement des programmes de recherche et développement, l'amélioration des centres d'essais technologiques et la consolidation de toute la chaîne d'approvisionnement locale italienne. Sur le plan social, ce vaste plan de croissance industrielle aura un impact très positif sur le marché du travail, puisqu'il devrait permettre de créer jusqu'à 400 emplois directs hautement qualifiés, profitant directement aux ingénieurs, aux chercheurs et aux techniciens spécialisés dans l'aérospatiale. La direction finlandaise a pris soin de rassurer ses partenaires en garantissant que l'Italie demeurera le centre névralgique de la propulsion, que la marque d'Avio sera totalement préservée, que les effectifs en place conserveront leurs postes et que tous les contrats en cours avec les clients institutionnels et commerciaux, qu'ils soient européens ou américains, seront honorés.

Néanmoins, le projet doit franchir un parcours réglementaire et juridique extrêmement strict, et de nombreuses autorisations administratives. En économie de marché, toute opération de rachat de cette envergure est soumise au contrôle des autorités de la concurrence, qu'il s'agisse des organismes nationaux en Italie et en Finlande ou de la Commission européenne, afin de s'assurer que la fusion ne crée pas de situation de monopole et respecte les règles du commerce équitable.

La réussite de l'offre dépend de son acceptation par une grande majorité des actionnaires d'Avio, parmi lesquels le géant public de la défense et de l'aéronautique Leonardo détient une influence stratégique déterminante en tant qu'actionnaire de référence.

R.T

ECONOMIE

TARIFS DOUANIERS ET L'ACCÈS AU MARCHÉ

XI JINPING ET CARNEY PARVIENNENT À UN ACCORD

Des analystes canadiens en matière de sécurité et des organisations de défense des droits de la personne ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences potentielles d'un rapprochement plus étroit avec Pékin.

La Chine réduira les droits de douane sur les exportations canadiennes, notamment le porc et les fruits de mer, en vertu d'un accord conclu aujourd'hui, 17 novembre, par le président Donald Trump. Xi Jinping et par le premier ministre Mark Carney Lors de leur rencontre à Shenzhen, à la veille du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), un accord a été conclu. Cet accord prévoit également la prolongation et l'élargissement d'un accord préliminaire visant à améliorer l'accès des agriculteurs et des producteurs de fruits de mer canadiens au marché chinois. Selon le bureau de M. Carney, les nouvelles concessions tarifaires concerneront environ 280 millions de dollars d'exportations canadiennes, notamment certains types de porc, de poisson et de fruits de mer congelés. En contrepartie, le Canada prolongera de deux ans l'exemption de droits de douane sur certaines importations chinoises d'acier et d'aluminium, qui expire à la fin de l'année. M. Carney s'est félicité de l'accord, soulignant la « prévisibilité et la stabilité » accrues des relations entre Ottawa et Pékin. Il a également insisté sur le fait que le Canada est « en bonne voie » d'atteindre son objectif d'accroître de 50 % ses exportations vers la Chine d'ici la fin de la décennie.

Xi Jinping a souligné que depuis l'accord conclu en janvier pour revitaliser le partenariat stratégique bilatéral, les échanges commerciaux et la coopération dans divers domaines ont « pleinement repris ». « Un renforcement de la communication et de la coopération entre la Chine et le Canada profitera non seulement à nos deux pays, mais aussi à la région Asie-Pacifique et au monde entier », a déclaré le président chinois lors de la rencontre. Il s'agit de la troisième rencontre entre Xi Jinping et Mark Carney depuis l'entrée en fonction de ce dernier comme Premier ministre en mars 2025. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés en marge du sommet de l'APEC de l'année dernière en Corée du Sud. Ce rapprochement économique entre Ottawa et Pékin s'inscrit dans la stratégie de M. Carney visant à réduire la forte dépendance commerciale du Canada vis-à-vis des États-Unis. Dans le cadre de ce rapprochement, les constructeurs automobiles chinois BYD, Geely et Chery ont commencé à investir le marché canadien après qu'Ottawa a autorisé l'importation de 49 000 véhicules par an, moyennant un droit de douane de 6,1 %, un quota qui passera à 70 000 unités sur cinq ans. Pékin a également réduit les droits de douane sur les graines de canola canadiennes après la visite de Carney en Chine en janvier dernier et a récemment prolongé de deux ans les exemptions tarifaires sur le tourteau de canola, le homard, le crabe et les pois canadiens. Les exportations de pétrole brut canadien vers la Chine devraient également augmenter d'environ 37 % en 2026, selon les données de LSEG.

La relance des échanges commerciaux a toutefois suscité des critiques au Canada. Des analystes de sécurité et des organisations de défense des droits de la personne ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences potentielles d'un rapprochement plus étroit avec Pékin, citant notamment la détention à Hong Kong du magnat des médias pro-démocratie. Jimmy Lai, L'exécution de quatre citoyens canadiens en Chine l'an dernier et les conclusions des services de renseignement canadiens selon lesquelles Pékin s'est ingéré dans au moins deux élections fédérales ont suscité de vives réactions. La Chine a nié ces accusations, affirmant n'avoir aucun intérêt à s'immiscer dans les affaires intérieures du Canada.

R.E

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

SAHARA OCCIDENTAL

MISE EN GARDE CONTRE UNE INTENSIFICATION DES MOUVEMENTS MILITAIRES DE L'ARMÉE MAROCAINE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, M. Khatri Addouh Khatri, a mis en garde, mercredi, contre les risques d'une intensification des mouvements de l'armée d'occupation marocaine dans les territoires sahraouis occupés, après la fin du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Dans une allocution prononcée lors d'une conférence de solidarité avec le peuple sahraoui, organisée par l'Association Mechaal Echahid, en coordination avec le quotidien El Moudjahid, M. Addouh Khatri a estimé que "cette escalade intervient dans le contexte des répercussions du retrait de la MINURSO, susceptible d'entraîner un recul des mécanismes de surveillance onusiens et une augmentation des risques de tensions dans la région".

"Les tentatives d'escalade sur le terrain de la part du régime du Makhzen, notamment sur le plan militaire, sont de nature à menacer la paix et la stabilité et à compliquer les efforts internationaux visant à parvenir à une solution juste et définitive à la question sahraouie", a expliqué l'intervenant, mettant en garde contre toute exploitation des circonstances résultant du recul de la présence onusienne pour imposer le fait accompli au peuple sahraoui.

Dans ce contexte, l'ambassadeur sahraoui a affirmé que ces développements s'inscrivent dans le cadre de "tentatives plus larges visant à contourner la nature juridique de la question sahraouie, en tant que question de décolonisation et de droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance".

Il a réitéré la disponibilité du Front Polisario et du gouvernement sahraoui à interagir avec tout effort international sérieux visant à relancer un processus politique devant aboutir à un règlement juste et définitif, à condition que celuici "soit fondé sur le droit international et les résolutions de la légalité internationale et garantisse au peuple sahraoui l'exercice de son droit à l'autodétermination".



De son côté, l'ambassadeur de la République de Cuba en Algérie, M. Hector Igarza Cabrera, a réaffirmé la position constante de son pays en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, soulignant que "la solidarité de Cuba avec le peuple sahraoui n'est pas circonstancielle, mais repose sur des principes solidement ancrés et se poursuivra jusqu'à ce qu'il puisse exercer son droit légitime à la liberté et à l'indépendance, et même au-delà de la réalisation de cet objectif".

Le diplomate cubain a ajouté que la question sahraouie, à l'instar de la question palestinienne, constitue, pour le gouvernement et le peuple cubains, "une question de principe liée au respect des droits des peuples et de leur droit à l'autodétermination".

De son côté, le représentant de l'ambassadeur de la République du Nicaragua en Algérie, Carlos Eduardo Diaz Moreira, a réaffirmé l'attachement de son pays à sa position constante à l'égard de la question sahraouie, soulignant le rôle que joue le Nicaragua, en sa qualité de membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, connu sous l'appellation de Comité des 24 de l'ONU, dans la défense du droit des peuples à l'autodétermination.

Le diplomate a précisé que le Nicaragua joue un "rôle actif" au sein de ce comité, en "adoptant une position claire et constante considérant le Sahara occidental comme un territoire toujours inscrit au processus de décolonisation", ajoutant, dans ce sens, que le peuple nicaraguayen "continue de brandir les drapeaux du Sahara occidental et de la Palestine", étant des "causes justes" bénéficiant du soutien de son pays.

Pour sa part, l'ambassadeur du Venezuela, M. Imad Saab, a renouvelé la solidarité de son pays et son soutien indéfectible à la cause sahraouie, au même titre qu'à la cause palestinienne, soulignant que le Venezuela est demeuré engagé dans le soutien à ces deux causes justes, quelles que soient les circonstances et les défis.

Il a affirmé que "le combat du peuple sahraoui, aussi long soit-il, puise sa force dans la détermination de son peuple et sa volonté de liberté et d'indépendance, ainsi que dans le soutien des peuples libres à travers le monde", ajoutant que "la position du Venezuela à l'égard de cette cause ne changera pas".

La rencontre de solidarité a été clôturée par une intervention du représentant de la société civile et militant des droits de l'Homme, Mahrez Lamari, qui a affirmé que la solidarité avec le peuple sahraoui "ne constitue pas un simple slogan, mais une pratique et un engagement en faveur des causes justes", réitérant l'attachement de la société civile algérienne à poursuivre son soutien au peuple sahraoui jusqu'à ce qu'il puisse exercer son droit à la liberté et à l'indépendance et que le processus de décolonisation de l'Afrique soit mené à son terme. (APS)

RI

SYRIE

LA LIGUE ARABE CONDAMNE LES INCURSIONS SIONISTES DANS LE SUD DU PAYS

La Ligue des Etats arabes a condamné, mercredi, les incursions de l'entité sioniste dans les gouvernorats de Quneitra et de Deraa, dans le sud de la Syrie, ainsi que la poursuite de ses violations et exactions à l'encontre des citoyens syriens, estimant qu'elles constituent une violation flagrante du droit international et du droit international humanitaire, ainsi qu'une atteinte manifeste à la souveraineté syrienne.

Dans un communiqué, la Ligue arabe a mis en garde contre la poursuite de ce qu'elle a qualifié de politique sioniste systématique visant à détruire des villages, à déplacer leurs habitants et à imposer une nouvelle réalité sur le terrain, réaffirmant "son rejet total de ces pratiques".

Elle a appelé la communauté internationale à adopter une position "ferme et claire" afin de mettre "immédiatement" un terme aux agressions et violations sionistes dans le sud de la Syrie et d'amener la puissance occupante à "respecter pleinement la Charte des Nations unies et l'accord de désengagement de 1974"

RI

ESPAGNE

LARGE MOBILISATION À BARCELONE POUR DÉFENDRE LE DROIT DU PEUPLE SAHRAOUI À L'AUTODÉTERMINATION

Une manifestation de grande ampleur a été organisée à Barcelone pour défendre le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, et appeler le gouvernement espagnol à assumer ses responsabilités historiques et juridiques à l'égard du Sahara occidental occupé.

Lors de cette manifestation, organisée mardi à l'initiative de la Fédération des associations catalanes solidaires avec le peuple sahraoui et de la représentation du Front Polisario en Catalogne, les représentants de partis politiques, des organisations et des syndicats ont réaffirmé leur engagement en faveur de leurs positions de soutien à la cause sahraouie.

De son côté, le représentant du Front Polisario en Catalogne, Mohamed Salem Laabeid, a salué les positions des partis politiques catalans ayant pris part à ce rassemblement de solidarité, ainsi que leur soutien constant au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Il a également mis en avant le rôle de la Fédération des associations catalanes solidaires avec le peuple sahraoui et les efforts des différentes organisations de la société civile ayant contribué à la réussite de cet événement.

M. Salem Laabeid a affirmé que "le peuple sahraoui a fait son choix depuis la proclamation de la création du Front populaire pour la libération de la Saguia El-Hamra et du Rio de Oro et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD)", soulignant qu'il poursuivra sa résistance et sa lutte légitime jusqu'au recouvrement de la souveraineté de son Etat sur l'ensemble de son territoire national.

Il a également salué le rôle central de la communauté sahraouie établie en Catalogne dans la sensibilisation à la cause nationale et aux souffrances du peuple sahraoui, ainsi que son esprit de mobilisation et sa disponibilité permanente à répondre aux différentes échéances et manifestations nationales.

Le rassemblement, organisé devant le siège de la délégation du gouvernement espagnol à Barcelone, a vu la participation de représentants des principaux partis politiques catalans, notamment Podemos, Ensemble pour la Catalogne, Comuns et la Gauche républicaine de Catalogne, ainsi que de plusieurs associations, organisations et syndicats catalans solidaires avec la cause sahraouie.

La manifestation a également connu une large mobilisation populaire, marquée par une présence importante de membres de la communauté sahraouie résidant en Catalogne, aux côtés de nombreux militants et acteurs politiques et associatifs soutenant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Par ailleurs, les partis et associations participants avaient signé, aux côtés de 44 autres partis et associations, une déclaration commune lancée par l'Association catalane de solidarité avec le peuple sahraoui. Ce texte appelle à l'application du droit international au Sahara occidental, à la décolonisation du territoire, au respect des droits de l'homme dans les territoires occupés et à l'arrêt du pillage systématique de ses ressources naturelles.

La déclaration appelle également le gouvernement espagnol à assumer ses responsabilités historiques dans le processus de décolonisation de la dernière colonie d'Afrique.

RS

EL-QODS OCCUPÉE

PLUS DE 100 COLONS PRENNENT D'ASSAUT L'ESPLANADE DE LA MOSQUÉE AL-AQSA

Plus de 100 colons ont pris d'assaut, mercredi, les cours de l'esplanade des Mosquées, dans la ville d'El-Qods occupée, sous haute surveillance des forces de l'occupation sioniste, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Le gouvernorat d'El-Qods, cité par Wafa, a affirmé qu'"au moins 115 colons ont envahi les cours de la mosquée par groupes et y ont accompli des rituels et des prières talmudiques".

Troisième Lieu-Saint de l'Islam, la mosquée Al-Aqsa subit des actes de profanation au quotidien par les colons et soldats sionistes. Ces actes visent à judaïser El-Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte.

RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

UNE AUTRE DÉFAILLANCE TECHNIQUE CHEZ BMW

PLUS DE 720 000 VÉHICULES RAPPELÉS AUX ÉTATS-UNIS POUR UN RISQUE D'INCENDIE

BMW rappelle plus de 720 000 véhicules aux États-Unis en raison d'un défaut de la pompe à eau pouvant provoquer un incendie, même lorsque le moteur est éteint. Cette nouvelle campagne soulève des questions, car certains modèles concernés avaient déjà été rappelés en 2024 pour le même problème.

Par Yakout Abina



Le constructeur allemand BMW, a lancé un rappele 720 796 véhicules aux États-Unis après la découverte d'un défaut pouvant provoquer un incendie. Face à ce risque, les autorités américaines recommandent aux propriétaires de stationner leur véhicule à l'extérieur, à distance des habitations et des autres voitures, jusqu'à la réparation du problème.

Le problème concerne un composant situé au niveau de la pompe à eau électrique. Selon la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA), un connecteur électrique insuffisamment étanche peut laisser pénétrer l'eau, augmentant ainsi le risque de court-circuit. Dans certaines situations, cette défaillance est susceptible de provoquer un départ de feu, même lorsque le véhicule est stationné et le moteur éteint. Le rappel concerne plusieurs modèles de la marque allemande, notamment les Série 3, Série 5, X1, X3, Série 2 Coupé, Série 3 Touring et Série 2 Cabriolet.

BMW indique qu'une solution technique est en cours de déploiement. Les réparations seront réalisées gratuitement dans le réseau de concessionnaires dès que les pièces et les procédures nécessaires seront disponibles. À ce jour, le constructeur affirme avoir recensé une dizaine d'incidents pouvant être liés à cette défaillance. Aucun blessé n'a toutefois été signalé.

Cette nouvelle campagne de rappel soulève également des interrogations, car les véhicules concernés avaient déjà fait l'objet d'un rappel en 2024 pour le même problème. Plus préoccupant encore, de nouveaux incidents ont été signalés par la suite sur des véhicules qui avaient déjà été réparés lors de cette première intervention.

Cette affaire s'ajoute à une série de problèmes techniques rencontrés récemment par BMW. Plus tôt dans l'année, en février, le groupe avait déjà rappelé près de 600 000 véhicules dans le monde en raison d'un risque d'incendie lié au faisceau électrique du tableau de bord. deux semaines auparavant, la marque avait également annoncé le rappel de plusieurs centaines de milliers d'autres véhicules pour un défaut du relais de démarreur pouvant entraîner un court-circuit.

Si les rappels de véhicules sont fréquents dans l'industrie automobile, cette affaire se distingue par le fait qu'elle concerne des modèles ayant déjà fait l'objet d'un passage en atelier. Cette situation constitue un nouveau défi pour le constructeur allemand, qui doit non seulement corriger le problème technique, mais aussi rassurer ses clients. Au-delà du cas spécifique, cet épisode illustre la place grandissante de l'électronique dans les véhicules modernes. Si ces technologies contribuent à améliorer les performances, la sécurité et le confort, elles augmentent également le risque de défaillances complexes en multipliant les composants embarqués. Les campagnes de rappel liées à des problèmes électriques ou électroniques figurent ainsi parmi les principales préoccupations des constructeurs automobiles ces dernières années.

Y.A

INDUSTRIE AUTOMOBILE

TESLA VEUT PRODUIRE UN MILLION DE ROBOTAXIS PAR AN EN ALLEMAGNE

Une halle géante, jusqu'à un million de robotaxis par an et des livraisons promises pour 2029 : Tesla voit très grand à Grünheide. Un règlement européen ramène pourtant l'ambition à 1 500 voitures sans conducteur par modèle et par an.

L'annonce est tombée le 16 novembre, signée André Thierig, le patron du site : « Nous nous agrandissons ! La production du Cybercab arrive à Giga Berlin ! ». Tesla engage environ 3 milliards d'euros dans un nouveau bâtiment d'assemblage à Grünheide, près de Berlin, sa seule usine automobile européenne. Le calendrier prévoit un permis déposé avant la fin de l'année, un chantier au premier semestre 2027 et les premiers exemplaires en 2029.

Une halle deux fois plus grande que celle du Model Y

Le futur bâtiment s'étalerait sur quelque 500 000 m² au nord du site actuel, le double de la halle où naissent les Model Y. Tesla promet d'en faire « l'usine la plus avancée technologiquement au monde » de tout son réseau. L'enveloppe couvre aussi des annexes, dont une nouvelle station de traitement des eaux usées. À pleine maturité, le site assemblerait jusqu'à un million de Cybercab par an, de quoi ravir à Volkswagen et à son fief de Wolfsburg le rang de première usine automobile d'Allemagne en capacité.

L'usine a ouvert en mars 2022 sur une promesse de 500 000 voitures par an, jamais tenue : la cadence tourne aujourd'hui autour de 7 000 Model Y par semaine. Le site doit aussi lancer sa propre production de cellules de batterie au premier semestre 2027. Volkswagen, Mercedes et BMW taillent dans leurs effectifs par dizaines de milliers de postes ; quatre jours avant l'annonce de Tesla, Mercedes suspendait même tout nouvel investissement dans ses usines allemandes.

1 500 immatriculations par an pour toute l'Europe

Le Cybercab n'a ni volant ni pédales, ce qui le classe parmi les véhicules entièrement automatisés. Pour eux, le droit européen ne connaît qu'une porte : l'homologation en petites séries du règlement 2022/1426, plafonnée à 1 500 immatriculations par an et par type de véhicule pour l'ensemble de l'Union. Bruxelles promet de lever ce verrou par étapes et visait les autres usages courant 2026 ; seule la révision de mars est tombée, et elle ne concerne que le stationnement automatisé. À pleine cadence, la halle écoulerait donc en moins d'une journée de production le quota européen d'une année entière, un rapport de un à près de 700. De l'autre côté de l'Atlantique, le Cybercab roule déjà : les courses payantes ont débuté à Austin le 3 septembre, et le registre texan des véhicules sans conducteur en recensait 573 au 10 novembre. Une poignée de clients triés sur le volet peuvent même en commander un pour 29 990 dollars, abonnement obligatoire de 299 dollars par mois compris. L'usage reste cantonné aux zones couvertes par le service. L'autorité américaine de la sécurité routière examine de son côté la manière dont Tesla a certifié un véhicule privé de volant, de pédales et de rétroviseurs. La version supervisée du système de conduite de Tesla, rebaptisée Tesla Assisted Driving, circule déjà dans onze pays européens, et la France n'en fait pas partie. Avant qu'un Cybercab sorti de Grünheide ne vienne vous chercher en bas de chez vous, il faudra que Bruxelles réécrive son règlement et que Paris autorise, pour commencer, la simple conduite supervisée. **R.S.H.T**

STOCKAGE DE DONNÉES

WHATSAPP LANCE SON PROPRE SERVICE SUR ANDROID

Pour s'affranchir de Google Drive, WhatsApp commence à déployer son propre système de stockage sur le Cloud pour sauvegarder vos conversations sur Android. Vous n'avez officiellement plus besoin de Google Drive pour sauvegarder vos conversations WhatsApp sur Android. L'application de messagerie instantanée est en effet en train de déployer une nouvelle fonction de stockage sur ses propres serveurs pour les utilisateurs sous Android. WhatsApp propose gratuitement 2 Go d'espace pour sauvegarder vos conversations avec la possibilité d'étendre ce stockage moyennant un abonnement payant à Meta One.

WhatsApp veut sauvegarder vos conversations sur son propre Cloud

Cela fait maintenant plusieurs mois que WhatsApp planche sur une solution de stockage indépendante de Google. La messagerie, qui entend se passer de Google Drive sur Android et à terme d'iCloud chez les utilisateurs sous iOS, vient officiellement de commencer à déployer sa fonction de sauvegarde sur son propre cloud dans une récente bêta de son application chez les utilisateurs sous Android. Les paramètres de sauvegarde de l'application ont ainsi été revus pour vous permettre de choisir entre l'Espace de stockage Google et le Stockage dans le cloud WhatsApp. Pour en profiter, il vous faudra néanmoins configurer une clé d'accès pour sécuriser votre sauvegarde. Par défaut, WhatsApp propose gratuitement 2 Go d'espace de stockage. Pour aller au-delà, vous devrez donc impérativement passer à la caisse et souscrire à un abonnement WhatsApp Plus. Facturé 2,49 euros par mois, il vous donnera accès à 100 Go de stockage pour sauvegarder vos conversations. Vous profiterez également d'un certain nombre d'autres avantages, comme des stickers exclusifs, la possibilité de changer l'icône de l'application, de modifier le thème de celle-ci, d'obtenir des sonneries exclusives ou encore d'épingler un plus grand nombre de conversations. Et si toutefois les 100 Go que propose l'offre WhatsApp Plus ne vous suffisent pas, vous pourrez aller au-delà en souscrivant à un abonnement Meta One grâce auquel il est possible d'étendre le stockage jusqu'à 4 To.

Une sauvegarde sécurisée et maintenue après l'abonnement

Quid de la sécurité de la sauvegarde de vos conversations sur le cloud de WhatsApp ? Pour sauvegarder vos conversations sur le cloud de WhatsApp, vous devez impérativement configurer une clé d'accès, la messagerie chiffrant obligatoirement toutes les sauvegardes de conversations, sans possibilité de désactivation de cette sécurité. Par ailleurs, les conversations stockées chez WhatsApp restent protégées même après la fin de votre abonnement. La messagerie donne en effet un délai de 4 mois, après l'expiration de votre abonnement avant de supprimer votre sauvegarde. Passé ce délai, la sauvegarde des conversations est définitivement supprimée des serveurs de WhatsApp. Cette nouvelle option de sauvegarde, intégrée à partir de la version 2.26.46.4 de WhatsApp Bêta, est en cours de déploiement et arrivera progressivement chez les bêta-testeurs. Il faudra sans doute patienter encore quelques semaines pour en profiter dans la version stable de l'application, WhatsApp n'ayant pour l'heure donné aucune date de déploiement à grande échelle de cette nouveauté.

R.S.H.T

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

TOXICOMANIE ET POLLUTION

QUAND LA DÉPENDANCE EMPOISONNE LE CORPS ET LA TERRE

L'ouverture d'un centre de prise en charge de la toxicomanie à Illizi dépasse la simple actualité sanitaire. Elle met en lumière un fléau mondial qui, de l'opium au tabac, affecte les corps et menace l'équilibre de notre environnement social et naturel.

Par Chaïmaa Sadou



La nouvelle a été annoncée récemment dans le Grand Sud algérien : un centre intermédiaire de prise en charge de la toxicomanie a officiellement ouvert ses portes au chef-lieu de la wilaya d'Illizi, inauguré par le wali, M. Ahcène Khaldi. Cette structure spécialisée dispose d'une équipe pluridisciplinaire — un psychiatre, un psychologue, un assistant social — ainsi que d'un laboratoire et d'espaces de détente. Elle vise à accueillir les personnes dépendantes aux substances stupéfiantes, hallucinogènes et aux boissons alcoolisées. Dirigé par le psychiatre Rachid Ben Moumène, le centre assure une prise en charge individualisée avec pour objectif affiché la réinsertion sociale et professionnelle des patients.

La pollution de notre environnement prend plusieurs formes : elle peut être chimique, plastique, sonore, mais elle est aussi sociale et sanitaire à travers les fléaux des addictions. La drogue et le tabac affectent le corps humain comme les déchets affectent la nature. Pour bien saisir l'ampleur de ce phénomène, il est indispensable de plonger dans l'histoire de ces substances qui accompagnent l'humanité depuis des millénaires.

L'histoire ancienne et les origines de la drogue : le cas de l'opium

Pour comprendre la dépendance moderne qui touche des personnes, d'Illizi à Alger et dans le reste du monde, il faut voyager à travers les siècles. L'histoire de la drogue se confond avec celle de l'humanité. Dès la préhistoire, les hommes ont découvert des plantes aux vertus particulières, capables de modifier la conscience, de soulager la douleur ou de provoquer des visions.

L'un des exemples les plus marquants et les plus anciens de cette longue histoire est sans conteste l'opium. Issu du latex du pavot somnifère (Papaver somniferum), l'opium trouve ses origines historiques et géographiques dans le bassin méditerranéen oriental et au Moyen-Orient, notamment dans l'ancienne Mésopotamie, il y a plus de 5 000 ans. Les Sumériens l'appelaient déjà la « plante de la joie ».

Au fil des siècles, son usage s'est propagé le long des routes commerciales vers l'Inde, la Chine et l'ensemble de l'Asie. L'opium et ses dérivés, comme la morphine et l'héroïne, synthétisés plus tard à l'époque moderne, possèdent un pouvoir important sur le système nerveux central. À force d'en consommer, les usagers basculent dans une dépendance physique et psychologique sévère, provoquant des troubles de la perception et, dans certains cas, des hallucinations, ainsi que de graves atteintes à la santé mentale et physique. C'est précisément pour briser ce cycle que des structures comme le centre d'Illizi voient le jour : pour offrir un soutien à ceux qui se retrouvent enfermés dans des substances d'abord perçues comme des échappatoires, avant de devenir des prisons.

Le tabac : une drogue d'envergure mondiale et ses origines

Mais à côté de ces drogues dures, une autre substance, plus discrète et pourtant universelle, s'est imposée à l'échelle de la planète : le tabac. Aujourd'hui consommé par des milliards de personnes, le tabac est une drogue mondialisée dont l'histoire est intimement liée à la découverte du Nouveau Monde.

Les origines du tabac plongent leurs racines dans les Amériques, bien avant l'arrivée des Européens. Les peuples autochtones d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, notamment les Mayas et les Aztèques, utilisaient le tabac depuis des millénaires lors de rituels religieux, de cérémonies politiques ou à des fins médicinales. Pour eux, la fumée du tabac permettait de communiquer avec les dieux ou de sceller des pactes de paix.

Lorsque les expéditions de Christophe Colomb ont atteint le continent américain à la fin du XVe siècle, les Européens ont observé cette coutume consistant à brûler des feuilles séchées et à en inspirer la fumée. Le tabac fut alors rapporté en Europe au XVIe siècle, présenté d'abord comme une plante aux vertus supposées curatives, capable de soulager des maux aussi divers que la migraine ou les plaies.

De remède miracle à « or brun » : l'essor commercial du tabac

À l'époque de son introduction en Europe, les effets du tabac ont suscité un engouement important. Contrairement aux idées reçues actuelles, les médecins de la Renaissance le prescrivaient comme un remède. Les fumeurs de l'époque ressentaient une sensation de stimulation, de réchauffement du corps, de coupe-faim et d'apaisement passager de la fatigue. Cependant, ils comprirent très vite que derrière cette prétendue panacée se cachait une puissante source d'accoutumance. La nicotine contenue dans la plante agissait rapidement sur le cerveau, créant un besoin compulsif d'y retourner.

Mais le véritable tournant historique du tabac ne fut pas seulement médical ou culturel ; il fut économique. L'un des premiers Européens à avoir fait du tabac une culture exportable et rentable est le colon anglais John Rolfe.

Au début du XVIIe siècle, dans la colonie de Virginie, en Amérique du Nord, John Rolfe eut l'idée d'importer et de cultiver une variété de tabac plus douce et plus agréable, originaire de la région des Caraïbes, que celle qui poussait localement. Cette nouvelle variété connut un succès rapide auprès des consommateurs européens. Rolfe organisa la production à grande échelle, exportant des tonnes de feuilles vers l'Europe. Ce commerce du tabac devint le véritable moteur économique de la colonie de Virginie, où le tabac fut surnommé l'« or brun ». C'est ainsi que le tabac s'est transformé en une véritable industrie mondiale, dont la production, la consommation et les déchets ont des conséquences sur la santé publique et l'environnement, y compris en Algérie.

Une pollution environnementale invisible mais bien réelle

Au-delà de la santé humaine, la production et la consommation de drogues, légales ou illégales, génèrent des déchets toxiques qui contaminent les sols, les eaux et l'air. La culture intensive du cannabis en intérieur est particulièrement énergivore : la production d'un kilogramme de fleurs séchées peut générer entre 2 300 et 5 200 kilogrammes de CO2 équivalent. Les drogues de synthèse, fabriquées dans des laboratoires clandestins, produisent quant à elles d'importantes quantités de résidus chimiques, parfois rejetés dans les rivières ou les forêts. La cocaïne et l'héroïne ne sont pas épargnées : dans certaines régions d'Amérique du Sud, la culture illicite du cocaïer contribue à la déforestation et à la pression sur les écosystèmes.

À cela s'ajoutent les mégots de cigarettes, parmi les déchets les plus ramassés dans le monde, dont les filtres peuvent mettre jusqu'à 14 ans à se dégrader et libèrent des substances toxiques dans les sols et les cours d'eau. Les pesticides utilisés dans la culture du tabac peuvent également contaminer les nappes phréatiques et menacer la biodiversité. Chaque substance consommée laisse ainsi une empreinte écologique profonde, souvent invisible pour le grand public, mais bien réelle pour les écosystèmes.

Vers une préservation globale de notre environnement sanitaire

Qu'il s'agisse de l'opium découvert par les Anciens en Mésopotamie ou du tabac popularisé par John Rolfe en Virginie, les dépendances ont toujours accompagné l'histoire humaine tout en constituant une menace permanente pour l'équilibre des sociétés. La mise en service du centre d'Illizi témoigne de la volonté des pouvoirs publics de faire face à cette forme de pollution humaine et sociale. Mais la lutte contre la toxicomanie ne se limite pas à la prise en charge des patients : elle implique aussi une réflexion sur les filières de production, souvent polluantes, et sur la prévention dès le plus jeune âge. Protéger l'environnement, c'est aussi préserver la santé physique et mentale des citoyens contre les conséquences des fléaux modernes.

. **C.S**

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

RETOUR SUR L'OUVERTURE DE L'ANNÉE JUDICIAIRE

DES UNIVERSITAIRES ANALYSENT LA GRANDE PORTÉE DU DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Des enseignants universitaires et des spécialistes en droit et en sciences politiques de l'université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès ont souligné l'importance du discours prononcé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'ouverture de l'année judiciaire 2026-2027. Ce discours a présenté une approche globale fondée sur trois axes : protéger la sécurité nationale, faire respecter l'État de droit et préserver l'économie du pays.



Par Youcef Hamidi

Dans leur analyse du discours présidentiel, le doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques de cette université, le professeur Tayeb Brahim Ouiss, a expliqué que le président a qualifié les tentatives d'inonder le pays de drogues de « véritable guerre ciblant le peuple et en particulier les jeunes ». Par cette formulation, le chef de l'État a fait passer la lutte contre les stupéfiants du simple cadre sécuritaire à celui d'un enjeu majeur, intégré à la notion de « sécurité nationale ».

Il a souligné que les faits constatés sur le terrain confirment que ce fléau menace directement la stabilité des familles, l'école et la sécurité de la société. Il a aussi des effets négatifs sur l'économie, la productivité et la stabilité de l'État à long terme.

Le doyen a ajouté que l'engagement ferme du président à traquer les réseaux de trafic de drogue jusqu'à « la source » repose sur le principe juridique de la « légitime défense ». Ce message de dissuasion, très ferme, a une portée politique et sécuritaire : il vise à protéger le front interne du pays.

Sur les plans institutionnel et juridique, le doyen de la faculté a souligné que le discours place la justice au centre du projet de construction de l'État, en affirmant son indépendance. C'est un message rassurant, de nature à renforcer la confiance des citoyens envers les institutions judiciaires et à tourner définitivement la page des pratiques d'influence illicite et de l'ère des « issabas ». Le discours adresse aussi un avertissement direct aux responsables et à l'administration contre tout détournement de la fonction publique, le favoritisme et la manipulation de l'investissement.

De son côté, l'enseignant à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'université Djillali-Liabès, le Dr Zougar Abdelkader, a estimé que le discours du président dessine une nouvelle étape dans la transformation économique de l'État. Il encourage l'initiative privée, l'investissement et une concurrence loyale entre les acteurs économiques, tout en affirmant l'intervention déterminée de l'État pour contrer le monopole et la spéculation et préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

Il a salué l'importance accordée aux tribunaux de commerce spécialisés dans le cadre de la nouvelle gouvernance économique. Leur rôle : protéger les biens et les investissements, garantir l'exécution des contrats et des engagements et régler les litiges dans des délais raisonnables, loin de tout abus administratif.

Il a également relevé l'insistance du discours sur la nécessité de lutter contre l'économie parallèle et les réseaux de corruption qui exploitent les pénuries pour nuire à la sécurité alimentaire et sociale du pays.

Le Dr Zougar a conclu que le discours du président a adressé des messages clairs et directs à cinq catégories essentielles, piliers de la société et de l'État. La première d'entre elles est celle des magistrats, appelés à assumer leur responsabilité historique dans le respect de l'autorité de la loi et la lutte contre la corruption.

L'universitaire a terminé son analyse en affirmant que ce discours constitue une feuille de route complète vers la construction d'une Algérie fondée sur la transparence et la justice sociale. Il a souligné que la mise en œuvre concrète de ces orientations nécessite la coordination des efforts de toutes les institutions de l'État et des acteurs de la société civile, afin de relever les défis qui menacent la stabilité du pays et son processus de développement.

Y.H

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

L'ONU ET L'OMS ALERTENT SUR UNE MENACE CROISSANTE POUR LA SANTÉ

Les perturbateurs endocriniens (PE), présents dans de nombreux produits du quotidien, représentent une "menace globale et croissante" pour la santé humaine et l'environnement, alertent une méta-étude du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), estimant à plus de 1.000 milliards de dollars par an les coûts sanitaires et environnementaux liés à ces substances.

Publié mardi soir, ce rapport, fondé sur 14 années de recherches, constitue la première étude de cette ampleur consacrée aux produits chimiques perturbateurs endocriniens. Il relève que les réglementations en vigueur restent "inégales et insuffisantes" face à cette menace.

Les PE, qui perturbent le fonctionnement du système endocrinien en imitant ou en bloquant l'action des hormones, sont présents notamment dans les jouets, les cosmétiques, les matériaux de construction et les vêtements.

Des milliers d'études portant sur des substances telles que les bisphénols, les phtalates et les parabènes ont permis d'établir des liens de plus en plus évidents avec diverses pathologies, notamment certaines maladies neurologiques et des troubles de la reproduction.

Des indices croissants suggèrent également une implication de ces substances dans le diabète de type 2 et l'asthme, tandis que les preuves concernant les maladies cardiovasculaires demeurent émergentes.

Les travailleurs de l'industrie chimique et du recyclage figurent parmi les populations les plus exposées, particulièrement dans les pays où les réglementations sont faibles.

Une étude menée en 2024 en Thaïlande et au Kenya a révélé l'exposition des ouvriers du plastique et du recyclage à 20 substances dangereuses, contre au moins 11 chez les employés de bureau.

Environ un millier de perturbateurs endocriniens ont été identifiés à ce jour, mais de nombreux produits chimiques restent insuffisamment étudiés. Les experts s'inquiètent également des effets cumulés de l'exposition à plusieurs substances, alors qu'aucun seuil d'exposition sûr n'est connu pour la plupart d'entre elles.

Face à cette menace, des spécialistes appellent à réduire l'exposition aux PE et à interdire les substances les plus dangereuses, soulignant que les connaissances scientifiques disponibles suffisent déjà à justifier une action.

R.C

ALLAITEMENT MATERNEL

SENSIBILISATION SUR SES BIENFAITS POUR LA SANTÉ DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT

Une campagne de sensibilisation de wilaya sur les bienfaits de l'allaitement maternel et ses effets positifs sur la santé de la mère et de l'enfant a été lancée, mercredi à Mascara, à l'initiative de la direction de la Santé, dans le cadre de la célébration de la Semaine nationale de l'allaitement maternel, a-t-on appris auprès de cette direction.

Le programme de cette campagne prévoit l'organisation d'expositions de sensibilisation au niveau des établissements publics hospitaliers et des polycliniques. A cette occasion, des affiches et des dépliants comportant des informations et des conseils sur l'importance de l'allaitement maternel et ses bienfaits pour la santé de la mère et du nourrisson seront mis à la disposition du public.

Des rencontres de sensibilisation de proximité sont également prévues au profit des femmes enceintes fréquentant les établissements de santé de la wilaya.

Ces rencontres permettront de prodiguer aux participantes des conseils et des orientations sur l'importance de l'allaitement maternel, compte tenu de ses nombreux bienfaits pour la santé de la mère et de l'enfant, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que des sorties de sensibilisation seront également organisées dans les zones rurales.

Par ailleurs, une émission radiophonique consacrée à cette thématique sera diffusée sur les ondes de la Radio de Mascara, avec la participation de médecins spécialistes exerçant dans les établissements de santé de la wilaya.

Cette campagne vise à mettre en exergue l'importance de l'allaitement maternel, considéré comme l'un des facteurs essentiels à la préservation de la santé de la mère et de l'enfant. Elle s'inscrit également dans le cadre du programme national de protection de la santé maternelle et infantile, élaboré par le ministère de la Santé, a-t-on précisé.

R.C

ACTUALITÉS SPORTIVES

FOOT / QUALIFICATIONS CAN-2027 (GR. I / 4e JOURNÉE)
TOGO-ALGÉRIE 3-0

LES VERTS RATENT LE COCHE

Face à un adversaire complètement déchaîné La sélection algérienne de football a manqué l'occasion de sceller définitivement sa qualification à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027, en s'inclinant face au Togo (3-0), mardi soir au stade de Kégué de Lomé, à l'occasion de la 4e journée (Gr.I) des qualifications.

L'équipe nationale avait du mal à entrer dans le match, ce qui lui a valu d'encaisser trois buts lors de la première période.

Les Togolais ont rapidement pris les commandes de la rencontre, concrétisant leur domination à la 18e minute par le premier but de Thibault Klidje, avant que ce dernier ne double la mise à la 32e minute, profitant d'une perte de balle de Bentaleb au milieu de terrain. Six minutes plus tard, Kennedy Boateng a aggravé la marque d'une belle tête (38e), permettant aux Eperviers de rejoindre les vestiaires avec un avantage confortable de trois buts. Pour cette rencontre, le sélectionneur national Brahim Hemdani a opéré six changements dans son onze de départ par rapport à celui aligné samedi dernier face au Togo à Tizi-Ouzou (1-0). Il a notamment titularisé pour la première fois Abderrahmane Rebbach, le milieu de terrain du Deportivo Alavés, ainsi que Titraoui et Himad Abdelli. Le staff technique devait toutefois composer avec sept absences pour causse de blessure, dont les deux dernières en



date celles d'Ibrahim Maza et d'Anis Hadj Moussa.

En seconde période, Hemdani a tenté de relancer la machine algérienne en procédant à plusieurs changements, avec notamment les incorporations d'Adil Boulbina, Mohamed Amine Amoura et Amine Gouiri. Malgré quelques tentatives offensives, les Algériens n'ont pas réussi à refaire leur retard face à une formation togolaise bien organisée, qui a conservé son avantage jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre congolais Pierre Jean Nguiene.

Dans l'autre rencontre de cette poule I, le Burundi et la Zambie se sont neutralisés un peu plus tôt, au stade d'Intwari de Bujumbura (1-1). Malgré ce revers, l'Algérie conserve la première place du groupe I avec 7 points, devant le Togo (6 pts), la Zambie suit derrière avec 5 points, alors que le Burundi ferme la marche avec 3 points.

Les matchs de qualification reprendront en mars 2027. L'Algérie se rendra en Zambie pour affronter les "Chipolopolo", avant de conclure en recevant le Burundi, lors de la sixième et dernière journée. Pour rappel, les deux premiers de chaque groupe (hormis ceux des pays hôtes D, H et L, NDLR) se qualifient pour la phase finale prévue au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie du 19 juin au 17 juillet 2027.

RS

FOOTBALL / MONDIAL DES AMPUTÉS (GR. A / 1re JOURNÉE) :

LE SÉNÉGAL VALIDE SON BILLET POUR LA PHASE FINALE

La sélection nationale de football du Sénégal a validé officiellement sa qualification pour la phase finale de Coupe d'Afrique des nations (CAN 2027), à deux journées de la fin des éliminatoires, à la faveur de la victoire du Mozambique face à l'Ethiopie, dans le cadre de la quatrième journée du groupe J, mardi, à Bahir Dar (Ethiopie).

Les Lions signent ainsi leur 19e participation à une phase finale de CAN et obtiennent une septième présence consécutive dans cette compétition continentale.

Cette qualification intervient après leur victoire face au Soudan (4-2), lundi, à Juba, qui leur a permis de consolider leur première place dans le groupe J avec 10 points.

Toutefois, c'est cette victoire du Mozambique face à l'Ethiopie (1-0) qui a définitivement scellé leur qualification, à deux journées de la fin des éliminatoires.

Le Sénégal est désormais assuré de terminer parmi les deux premières équipes de la poule, devenant ainsi le premier pays qualifié à la CAN 2027. Les Mozambicains comptent actuellement 7 points, tandis que les Ethiopiens restent bloqués à 3 points.

Vainqueur des éditions de 2021 et de 2025, le Sénégal poursuit ainsi sa présence régulière au rendez-vous continental. ýLa sélection sénégalaise compte également deux finales disputées, en 2002 au Mali et en 2019 en Egypte perdue face à l'Algérie (0-1).

La prochaine édition de la CAN se déroulera du 19 juin au 18 juillet 2027 au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

R.S

FOOT/ MONDIAL U-17 2026

PRÉSENTATION DU GROUPE DE L'ALGÉRIE

Présentation du Groupe J (composé de l'Algérie, de la République dominicaine, du Monténégro et du Chili) à la Coupe du monde des moins de 17 ans prévue au Qatar du 19 novembre au 13 décembre 2026.

Algérie: Qualification : Quart-de-finaliste de la Coupe d'Afrique des Nations U-17 de la CAF Précédentes participations : 1 Meilleur résultat : Phase de groupes (2009) Sélectionneur : Amine Ghimouz Le joueur à surveiller : Yacine Abed Attaquant virevoltant, Abed possède une palette technique et une vitesse qui font souvent la différence sur l'aile. Très en vue lors de la CAN U-17, il a notamment inscrit un doublé contre l'Afrique du Sud (2-0) qui a permis aux Fennecs de faire un grand pas vers le Mondial U-17 République dominicaine: Qualification : Deuxième derrière les Etats-Unis dans son groupe de qualification de la Concacaf, la République dominicaine a remplacé les USA après leur retrait du tournoi.

Précédentes participations : 0 Sélectionneur : Edward Acevedo Le joueur à surveiller : Adriàn Garc?a Jàquez Cet attaquant prometteur a démontré son talent et son sens du but lors des éliminatoires de la Concacaf. Le capitaine dominicain est un véritable leader et a inscrit deux buts pour son pays en trois rencontres de qualification. Il évolue en Espagne, au sein du club de Leganés.

Monténégro: Qualification : Phase de groupes du Championnat d'Europe des moins de 17 ans de l'UEFA Précédentes participations : 0 Sélectionneur : Radovan Kavaja Le joueur à surveiller : Lazar Popovic Défenseur central charismatique et imposant, Popovic aura l'honneur d'être le capitaine du Monténégro pour la première Coupe du Monde U-17 de son histoire. Ses prestations pleines d'autorité au cœur de l'arrière-garde ont aidé son équipe à ne concéder aucun but contre la Grèce ni la Norvège durant les qualifications.

Chili: Qualification : Cinquième du Championnat U-17 de la CONMEBOL Précédentes participations : 6 Meilleur résultat : Troisième (1993) Sélectionneur : Ariel Leporati Le joueur à surveiller : Esteban Pàez Le capitaine chilien Pàez combine solidité défensive et leadership, avec une grande maturité pour son âge. A 16 ans, il a déjà fait ses débuts dans l'élite chilienne, sous le maillot d'Universidad de Concepcion, où il a su se faire sa place. Son expérience au niveau sénior, et sa présence imposante en défense, en font un joueur clé pour la Roja.

R.S

BASKET / BAL-2027 (ELITE 16)

LA FABB FÉLICITE LE NB STAOUÉLI POUR SON PARCOURS

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a félicité le Nadi Basket-ball Staouéli (NBS), pour sa participation à la phase "Elite 16" de la Division Ouest des qualifications à la Basket-ball Africa League (BAL-2027), disputée du 10 au 15 novembre à Abidjan (Côte d'Ivoire), saluant notamment son parcours jusqu'au dernier carré de la compétition. Dans une correspondance adressée au président du club, datée du 17 novembre, la FABB a tenu à remercier le NB Staouéli pour sa participation aux deux étapes africaines de qualification, disputées respectivement en Libye et en Côte d'Ivoire, ainsi que l'ensemble des membres de son administration, de son encadrement technique et de ses joueurs pour leur engagement et leur contribution au rayonnement du basket-ball algérien. L'instance fédérale a également souligné que cette performance constituait une étape positive pour le club et ouvrait de nouvelles perspectives aux clubs algériens en vue de futures participations aux compétitions continentales. La FABB a particulièrement mis en avant la qualification du représentant algérien pour les demi-finales de l'Elite 16, estimant que ce parcours reflétait ses capacités techniques et sa compétitivité face à des clubs africains expérimentés. Pour rappel, le NB Staouéli a terminé la phase de groupes à la deuxième place de la poule B avec cinq points, après deux victoires face à Espoir Basket-ball du Gabon (66-59) et Nabaya Sofas de Guinée (83-54), contre une défaite devant Al-Ittihad de Tripoli (59-98). En demi-finale, les Algériens se sont inclinés devant les Ivoiriens de la JCA Kings (63-76), avant de terminer à la quatrième place, après leur défaite face au Stade Malien (60-82) dans le match de classement. Les deux finalistes de cette phase, la JCA Kings et Al-Ittihad de Tripoli, ont validé leur qualification pour la phase finale de la BAL-2027, sous réserve de satisfaire au processus d'admission à la compétition. La Fédération algérienne a, enfin, encouragé le NB Staouéli à poursuivre cette dynamique de participation aux compétitions africaines, afin de renforcer progressivement son expérience et son niveau de compétitivité sur la scène continentale.

R.S

ACTUALITÉS SOCIOCULTURELLES

POUR SON DESIGN UNIQUE ET SON RÔLE CIVILISATIONNEL

LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER DÉCROCHE UN PRIX INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE

La Grande Mosquée d'Alger, Djamaâ El-Djazaïr, a reçu le prix spécial de la 5e édition du Prix Abdullatif Al Fozan pour l'architecture des mosquées (2023-2026). La remise du prix a eu lieu lors d'une cérémonie officielle organisée dans la ville de Dhahran, en Arabie saoudite, comme l'a annoncé l'établissement mercredi.

Par Halim Derdar

Selon la même source, la cérémonie s'est tenue mardi soir à Dhahran, sous le haut patronage du prince Saoud ben Nayef ben Abdelaziz Al Saoud, gouverneur de la province d'Ach-Charqiya.

Ce prix international vient récompenser la place exceptionnelle de Djamaâ El-Djazaïr. En effet, elle est la troisième plus grande mosquée du monde et la première en Afrique. Le jury a également salué son architecture contemporaine, qui s'inspire de l'identité islamique et du patrimoine esthétique maghrébin et andalou. Cette conception allie habilement tradition et ingénierie moderne, tout en



restant fidèle aux racines spirituelles et culturelles de l'édifice.

Cette distinction reconnaît aussi la vocation multiple de Djamaâ El-Djazaïr. Elle est conçue comme un véritable complexe civilisationnel où se rejoignent la prière, le savoir, l'éducation spirituelle, la recherche et le dialogue. Lors de la cérémonie, un film documentaire a été projeté. Il a mis en lumière la vision d'ensemble de Djamaâ El-Djazaïr, où le bâtiment porte un message et où ce message donne vie au bâtiment.

Après la remise du prix à la délégation de Djamaâ El-Djazaïr présente sur place, l'un de ses représentants a lu un discours adressé aux organisateurs par le ministre d'État et recteur de la mosquée, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini. Dans ce message, il a exprimé sa profonde gratitude pour cette distinction. Selon lui, ce prix ne se limite pas à célébrer un bâtiment : il consacre une vision civilisationnelle qui vise à garder l'architecture islamique vivante dans la conscience humaine, à renouveler son expression, à rester fidèle à son message et à dialoguer avec son époque.

Le recteur a également rappelé que ce monument est le fruit d'un effort national collectif. Il « porte un message ouvert sur les espaces maghrébin, africain, arabe et islamique, tout en défendant les valeurs du juste milieu, de la modération et du dialogue entre civilisations ». Il a souligné que cette récompense représente à la fois « un devoir sacré et une motivation pour redoubler d'efforts ».

Enfin, il a tenu à saluer « le Royaume frère d'Arabie saoudite, ses dirigeants et son peuple ». Il a fait l'éloge des efforts déployés par le Royaume au service de l'Islam, pour la préservation des Lieux Saints et du patrimoine architectural, ainsi que pour l'accueil d'initiatives scientifiques et civilisationnelles qui rassemblent les enfants de la Oumma autour de valeurs communes.

H.D

MOIS DE LA LANGUE ARABE

RENCONTRE SCIENTIFIQUE ORGANISÉE À L'UNIVERSITÉ SALHI-AHMED DE NÂAMA

Le Conseil supérieur de la langue arabe a organisé, mercredi à l'Université "Salhi-Ahmed" de Nâama, une rencontre scientifique intitulée "La langue arabe, intelligence du futur", dans le cadre de la célébration du Mois de la langue arabe (du 18 novembre au 18 décembre).

Dans son allocution d'ouverture de cette manifestation scientifique, organisée en coordination avec le Conseil et la Faculté des lettres et des langues de l'Université de Nâama, et en présence d'enseignants et de spécialistes des domaines de la langue, de la traduction et de l'informatique, le président du Conseil, Salah Belaïd, a souligné que cette rencontre vise à favoriser l'échange d'idées entre experts et spécialistes autour de l'exploitation de l'intelligence artificielle et de l'ouverture de la langue arabe aux technologies modernes.

Il a ajouté que cette rencontre constitue une occasion de mettre en évidence l'importance du développement des technologies modernes et de leur utilisation dans "l'industrie" linguistique, ainsi que de la réalisation de projets de recherche au sein des laboratoires des universités algériennes, en vue de développer des logiciels et des applications interactives reposant sur l'intelligence artificielle et de tirer profit du monde numérique pour renforcer le rayonnement de la langue arabe.

A cet égard, il a évoqué le projet "Amélioration de la performance linguistique", récemment lancé par le Conseil supérieur de la langue arabe. Ce projet repose sur l'utilisation d'applications et de plateformes numériques permettant de corriger les erreurs courantes dans l'écriture en langue arabe, de rédiger et de traduire des textes, ainsi que de produire des contenus médiatiques et administratifs dans cette langue.

Ce projet vise, selon les explications fournies, à constituer un corpus linguistique correct et précis, et à fournir les compétences scientifiques nécessaires pour faciliter aux traducteurs, aux professionnels des médias et aux administrateurs l'utilisation des technologies modernes, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

De son côté, le président du comité scientifique de cette manifestation, Yasser Agha, a indiqué que cette rencontre permet aux participants d'examiner les défis et les opportunités auxquels la langue arabe est confrontée dans les domaines de la numérisation et de l'intelligence artificielle, ainsi que les moyens de renforcer sa présence dans l'environnement technologique moderne.

Elle permettra également d'étudier la contribution des acteurs du domaine linguistique et de la recherche technologique au développement des ressources linguistiques numériques et à l'amélioration de la qualité du traitement automatique des textes en langue arabe, ainsi que d'autres questions connexes.

Pour sa part, le doyen de la Faculté des lettres et des langues de l'Université de Nâama, Abdelwahab Hidjazi, a rappelé le rôle de l'université en tant que laboratoire où les sciences évoluent et où sont élaborés les mécanismes permettant leur adaptation aux technologies modernes, ainsi qu'aux défis de la numérisation et de l'intelligence artificielle.

Il a souligné que cette responsabilité incombe aux centres de recherche universitaires, aux enseignants et aux étudiants, afin d'améliorer la qualité de la production scientifique et de la traduction, et d'encourager la créativité littéraire et scientifique en langue arabe.

Cette rencontre a été marquée par la présentation de plusieurs communications portant notamment sur l'intelligence artificielle et la didactique de la langue arabe, la langue arabe dans un monde en mutation : défis de sa présence et enjeux de son autonomisation, la généralisation de l'utilisation de la langue arabe dans les domaines technologiques et scientifiques, ainsi que le projet numérique de rédaction fonctionnelle et les techniques de rédaction administrative, entre autres thématiques.

R.S

SOLIDARITÉ

FORMATION SUR LES TECHNIQUES DE SECOURISME AU MILIEU DE TRAVAIL

Au total, 160 employés des établissements spécialisés relevant de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya de Constantine bénéficient, d'une session de formation sur la sécurité interne et les techniques de secourisme au milieu de travail, a-t-on appris mercredi auprès du directeur local du secteur, Abdelkader Dehimi.

S'inscrivant dans le cadre des directives du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, cette initiative qui cible des magasiniers et des responsables et agents de sécurité de divers établissements spécialisés, vise à développer les capacités de formation aux premiers secours et d'intervention des personnels concernés par la sécurité, en cas d'éventuels incidents , a précisé à l'APS le même responsable.

Il s'agit des cours théoriques et pratiques qui se déroulent à l'institut national de formation des employés des collectivités locales, sis au chef-lieu de wilaya et encadrés par des cadres et officiers relevant de la direction de wilaya de la protection civile, a-t-il indiqué.

M. Dehimi a affirmé que ce programme de formation, a pour objectif d'initier ce nombre d'employés sur les mécanismes de sécurité et aux gestes de premiers secours, afin de réagir face aux situations d'urgence.

Cette formation, a-t-il ajouté, vise surtout à inculquer la culture de prévention et de secourisme chez cette catégorie d'employés des centres spécialisés pour la prise en charge des enfants handicapés, des écoles de jeunes sourds-muets et non-voyants, les centres spécialisés de rééducation ainsi que ceux du foyers pour personnes âgées, sis à la commune de Hamma Bouziane.

"Les techniques de manipulation et les bonnes pratiques d'utilisation des extincteurs, en cas d'éventuels incendies", "la formation de base sur la prévention et la sécurité" et "les méthodes d'élaboration de rapports autour d'incidents", figurent parmi les thèmes de cette session de formation qui se poursuivra jusqu'au jeudi (19 novembre).

R.S

DES VÉRITÉS... DES FAITS ET DES

UN TOURNANT DÉCISIF POUR L'UNION EUROPÉENNE

ÊTRE « PRO-BRUXELLES » EST DEVENU UN CULTE IDÉOLOGIQUE, PLUTÔT QU'UN PROJET POLITIQUE

Le lancement par les États-Unis de pourparlers à Abou Dhabi avec des représentants russes et ukrainiens confronte finalement l'UE à sa contradiction existentielle, une contradiction qu'elle ne peut plus éviter. La construction de l'UE a toujours été un projet étasunien.

Par Alastair Crooke
In mondialisation.ca,
17 novembre 2026s

Mais si les États-Unis tournent maintenant le dos à leur mandataire, alors que leur mandataire est au bord d'une guerre contre la Russie, quelle sera alors la stratégie de l'UE pour l'Ukraine ? Il semble qu'elle n'en ait aucune. S'engagera-t-elle tout simplement à suivre les positions maximalistes de Zelensky ?

L'UE ne propose aucune solution, à part insister pour que la Russie batte en retraite et accepte un cessez-le-feu le long de la ligne de contact.

C'est un tournant décisif car le dysfonctionnement de l'UE devient très visible. Même son « papa gâteau » américain désespère et la Russie est devenue méprisante, comme l'a clairement montré le ministre des affaires étrangères Lavrov il y a quelques jours à peine :

"Les négociations se concentrent, à la suggestion des médiateurs américains, sur la discussion des paramètres de la future architecture de sécurité pour l'Ukraine, la Russie et l'ensemble de notre région. Ou, pourrait-on dire, pour la sécurité européenne. C'est un point fondamental, car tout ce que nous entendons maintenant de Bruxelles et d'autres capitales de l'UE équivaut à une demande de cessez-le-feu immédiat. Von der Leyen a déclaré qu'il n'y aurait pas de discussion sur les paramètres d'une architecture de sécurité avant qu'il n'y ait une trêve durable. C'est la même vieille rengaine, une fois de plus. Ils estiment qu'il est absolument nécessaire de « gagner du temps » pour leur « protégé », le régime de Kiev, et d'utiliser ce temps pour reconstruire l'armée ukrainienne. Nous n'accepterons pas cela … [Elle] a dit qu'il devait d'abord y avoir une trêve, puis une architecture de sécurité. Pendant ce temps, un autre représentant de la bureaucratie bruxelloise a déclaré que l'UE ne permettrait pas un règlement qui tienne compte des intérêts de la Fédération de Russie. C'est essentiellement tout ce qu'il y a à dire à ce sujet".

Le projet européen « d'un monde atlantiste uni » n'a jamais été ce mythe d'une civilisation occidentale unifiée qui l'enrobait ; il a toujours été enraciné dans la realpolitik.

Un cadre institutionnel de l'UE avait un objectif clair pour les manœuvres de Washington « en coulisse ». Son but était de maintenir la prééminence des États-Unis sur l'espace européen d'après-guerre ; de maintenir le Centre politique comme statu quo européen durable ; de garder les Soviétiques « à l'écart » ; et de s'assurer que les excédents commerciaux de l'Europe soient recyclés pour financer le déficit américain. En d'autres termes, les excédents commerciaux européens concernaient le « recyclage des excédents » dans le système financier américain et le maintien de l'hégémonie du dollar.

C'était, en bref, un projet purement mercantile, habillé des fioritures du libéralisme – un accessoire pour que la grande puissance étasunienne puisse conserver sa primauté. La « plomberie financière » était simple : l'élite dirigeante européenne et ses amis bénéficiaient de la corruption créée par le cartel de l'UE (la structure d'origine) et des postes d'élite bien rémunérés qui l'accompagnaient, à condition que les bénéficiaires restent conformes aux États-Unis et à sa politique étrangère.

Mais le paradigme de la défense américaine a changé sous l'administration Trump, et les négociations trilatérales à Abou Dhabi cette semaine soulignent clairement à quel point l'UE est devenue un poids pour les intérêts américains. Les dirigeants de l'UE ont-ils une stratégie pour compenser ce changement de la vision sécuritaire des États-Unis envers l'Europe ? Non.

LE POINT DE RUPTURE ?

Mais le changement de doctrine de sécurité des États-Unis n'englobe pas pleinement la limite du tournant décisif de l'UE. L'UE est peut-être en train d'atteindre son point de rupture, ou plus probablement peut-être le début de sa phase de désagrégation. Ce n'est plus un vassal utile. Au contraire, il se met maintenant en travers du chemin. Les États-Unis ont évolué (principalement en raison des limitations des munitions) vers une vision du monde en termes de concurrence entre grandes puissances, avec les « puissances moyennes » restant « dépendantes« .

Comment en sommes-nous arrivés là ? Les travaux d'archives sur l'administration Bush (1990-1992) montrent que les responsables américains ont adopté l'expansion vers l'Est comme realpolitik pour maintenir la prééminence des États-Unis et supprimer les challengers, non seulement soviétiques, mais aussi les challengers potentiels d'Europe occidentale (c'est-à-dire un pilier de sécurité européen dirigé par la France et l'Allemagne). En 1997, l'UE a capitulé et accepté d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la première vague de candidats venant d'Europe centrale et orientale.

Néanmoins, le récit standard reste que l'élargissement de l'UE était un processus technocratique dirigé par la Commission et dont les États-Unis étaient seulement des bénéficiaires. Ce que j'ai vu en faisant partie de l'équipe du Haut Représentant de l'UE, Javier Solana, à l'époque, c'est que Washington voyait bien les retombées politiques de l'adhésion de l'Europe de l'Est et utilisait un levier bilatéral pour l'accélérer. En conséquence, l'appareil de politique étrangère de l'UE a vu sa propre pertinence être minée par l'expansion même qu'elle était censée gérer.

La remarque, faite en 2003, du secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld à un journaliste souligne l'évolution de la mentalité américaine : "Vous considérez l'Europe comme étant l'Allemagne et la France. Je pense que c'est la vieille Europe … il y a une nouvelle Europe". Le contexte ici était alors le refus du président Chirac d'accéder à la poussée du président Bush pour soutenir la guerre en Irak.

Le secrétaire d'État Colin Powell a explicitement averti que la France ferait face à des "conséquences" pour son opposition à la guerre. Dans un contexte diplomatique ultérieur, la secrétaire d'État de l'époque, Condoleza Rice, aurait déclaré aux responsables français : "Nous avons payé notre victoire avec notre sang et notre argent … nous n'avons pas besoin de vous", rejetant les offres de coopération française en Irak, post-invasion.

La France, semble-t-il, a cédé en 2004 et le président Chirac a explicitement assoupli sa position, reconnaissant le fait accompli de l'invasion et décrivant le retrait de Saddam Hussein du pouvoir comme étant "une étape positive".

En substance, ce « moment de guerre en Irak » de 2003 a effectivement mis fin à l'UE en tant que projet politique cohérent ; et les événements de la semaine dernière à Abou Dhabi, avec les Européens luttant pour avoir accès au sommet trilatéral sans y être invités, ont transformé la prétention européenne d'être un acteur géopolitique sérieux en une farce. Les « fruits » de la crise de 2003 sont récoltés aujourd'hui.

L'UE N'EST PLUS UN VASSAL UTILE (SAUF POUR REMPLIR DES CHÈQUES EN FAVEUR DE ZELENSKY)

Washington commence peut-être à comprendre que le problème ukrainien ne peut être résolu sans aborder d'abord l'architecture de sécurité en Eurasie. Cela, finalement, ne sera résolu qu'entre les trois Grandes Puissances. Les États-Unis, la Russie et la Chine ; les Puissances Moyennes devront s'aligner.

Le modèle pro-atlantiste du passé a tout simplement cessé de fonctionner. Les efforts de l'Europe pour se distancier de Trump au sujet de l'Ukraine en « jouant de la cornemuse » à la tribune des va-t-en-guerres du Congrès étasunien et à la strate russophobe des classes fortunées n'émancipent pas l'Europe de l'Amérique. Au contraire, ils servent l'intérêt de cette dernière. Car l'Europe assume les coûts et les risques politiques d'un simple proxy jetable pour affaiblir la Russie. Pour quel bénéfice européen ? Les coûts économiques implicites sont assez clairs. Les avantages le sont beaucoup moins.

Mais ce n'est pas la dernière conséquence du fait que l'UE s'est laissée avoir par l'effet de levier bilatéral des États-Unis en 2003. L'UE a alors été rendue inutile parce que les États-Unis opéraient selon un cadre stratégique en Irak (basé sur les directives de Netanyahu) que l'UE, dans son ensemble, n'avait ni compris ni accepté.

En ce qui concerne le projet pour l'Europe, les États-Unis fonctionnaient dans un cadre économique stratégique, ainsi que géostratégique ; le modèle technocratique néolibéral américain devait être adopté par l'Europe. Ce modèle était avant tout une théorie sur la façon de réorganiser l'État afin de garantir le succès du marché et celui de ses participants les plus importants : les grandes entreprises modernes.

La théorie était que tout ce qu'un gouvernement avait à faire était de créer le bon environnement (impôts bas, peu de réglementations) et « l'esprit animal » des entrepreneurs feraient spontanément le reste, par l'intermédiaire de la « main invisible » du marché.

PAS DE « DIRECTION » COHÉRENTE À L'ÉCHELLE DE L'UE

L'Occident est aujourd'hui en crise, mais pas de la façon dont certaines personnes, y compris les technocrates bureaucratiques, le pensent. Son problème n'est pas « l'extrême droite« , ni le populisme, ni la polarisation. L'affliction sous-jacente plus profonde est structurelle : le pouvoir est tellement diffus et fracturé qu'aucune réforme significative n'est possible.

Cela était évident même lorsque l'UE était composée de 12 États membres. Lors du précédent sommet de la Communauté politique européenne (CPE), la semaine dernière à Dublin, plus de cinquante délégations étaient accueillies, avec quelque 500 participants. C'est clairement dysfonctionnel. Chaque État membre a un certain pouvoir, mais aucun chef d'État n'est en mesure d'imposer une « direction » cohérente à l'échelle de l'UE dans son ensemble.

Les manifestations, les émeutes et l'effondrement du tissu social dans toute l'Europe reflètent la crise intellectuelle du paradigme libéralisme mondial. Les illusions de l'UE, ainsi que sa structure de gouvernance oligarchique et autocratique associée, ont souligné que le projet n'a pas de noyau. Être « pro-Bruxelles » est devenu un culte idéologique plutôt qu'un projet politique.

Que fait Bruxelles face à tout cela ? Absolument rien. La technocratie de l'UE est toujours fascinée par l'Amérique des années Obama – une terre de soft power, de politique identitaire et de capitalisme néolibéral cosmopolite.

Les dirigeants de l'UE ont-ils des réponses pour l'Ukraine ? Non.

Ont-t-ils une stratégie supplémentaire significative pour l'Ukraine ? Non.

Ont-ils repensé leurs relations avec les États-Unis pour l'avenir ? Non.

Ont-ils une réponse à la crise intellectuelle du libéralisme mondial ? Non.

L'UE peut-elle survivre tel qu'elle est ? Non.

Les troubles sociaux et politiques causés par la douleur de l'austérité en cours forceront le changement.

A.C

INTERNET

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'INOUBLIABLE OUARDA AMEL

Décédée le 17 novembre 2025. La grande actrice. Cette autre icône s'est éclipsée en silence. Ouarda Amel était plus qu'une actrice ; elle était, pour des générations de téléspectateurs, une présence rassurante, une incarnation des valeurs et des histoires algériennes.

Son départ laisse un vide immense dans le monde de l'art et de la culture. Elle restera à jamais l'une des icônes ayant marqué l'âge d'or du cinéma et de la télévision.

Pour rappel, l'actrice Ouarda Amel a campé durant sa longue carrière plusieurs personnages dans de nombreux films et séries. Notamment dans :

Le téléfilm « Les enfants de novembre » du réalisateur Moussa Haddad (1975), dans la série

"Le Destin" du regretté Djamel Fezzaz, et dans de nombreux autres classiques du cinéma algérien a l'exemple de :La Grande Tentative (1982) de Djamel Fezzaz, Hassan Taxi (1982) de Mohamed Slim Riad, Samia et son père (1985) de Mustapha Badie...

Aussi a joué avec l'inoubliable Hassan El Hassani.

Ouarda Amel s'est éteinte dans l'anonymat le 17 novembre 2025, laissant derrière elle une absence que les mots ne sauraient combler. Que son souvenir demeure vivant dans les cœurs et que son âme repose en paix, loin de l'oubli et de l'indifférence. Paix à son âme.



Publié par A.HAMMOUCHE sur Facebook dans le Journal des Artistes, le 17/11/2026

L'ORIGINE DE L'EXPRESSION CHACUN VOIT MIDI À SA PORTE

Autrement dit : chacun se préoccupe de son propre intérêt avant toute autre chose, et considère ses problèmes ou ses opinions comme étant les plus importants."

Cette expression est directement liée à la fabrication des cadrans solaires scellés au-dessus ou à proximité de la porte d'entrée des maisons, et dont l'usage se généralise en Occident dès la fin du Moyen Âge.

À l'origine, c'étaient de simples maçons sans connaissance gnomonique (gnomon signifie "règle" en grec) qui faisaient office de "cadraniers". Or, pour créer des cadrans solaires précis, il fallait non seulement des connaissances gnomoniques, mais trigonométriques et cosmographiques pointues. Cette spécialité était le fait d'un métier précis : celui des cadraniers.

Il était même attendu de ces artisans qu'ils soient capables de pratiquer ce métier véritablement comme un art, dans l'utilisation de la céramique, de la poterie,du verre, ou de la peinture. Le cadranier doit être chaudronnier, graveur sur pierre. Le cadran dépasse l'objet fonctionnel et devient une œuvre, favorisant le développement de certains métiers, notamment au travers du compagnonnage.

Mais faute de ces compétences, ces derniers n'étant pas toujours réalisés par des cadraniers avertis, il était fréquent que les habitants aient des indications d'heures différentes d'une maison à l'autre. Ainsi, quand le soleil était au zénith, les cadrans de chaque porte n'indiquaient pas tous midi. D'où l'expression : "Chacun voit midi à sa porte".

Une devise ou un proverbe orne souvent le cadran. Elle peut être en latin : "Carpe diem" (Cueille le jour présent)

ou "Vulnerant omnes, ultima necat" (Toutes les heures blessent, la dernière heure tue),

"Horas non numero, niai serenas" (Je ne compte que les heures sereines), "Dies nostri quasi umbra super terram et nulla est mora" (Nos jours sur la terre sont comme l'ombre, et il n'y a point d'espérance) etc.

Un peu d'histoire : L'ancêtre du cadran solaire était le "gnomon".

Le mot gnomon est un mot qui en latin signifie "aiguille de cadran solaire", venant du grec gnômôn qui désignait une règle ou ce qui sert de règle.

Par dérivation un gnomon est le nom du plus simple cadran solaire : un bâton planté verticalement dans le sol ; voire encore plus simple : l'homme lui-même. Sa table est horizontale. Un des cadrans solaires les plus anciens retrouvés à ce jour vient d'Egypte. On estime son age à environ 3600 ans. Un autre, gravé sur pierre, a été retrouvé en Irlande sur le site de Knowth '(Great Mound), il aurait été construit il y a 5300 ans.

Le gnomon a donné son nom à la science des cadrans solaires, la gnomonique, ainsi qu'à la personne qui conçoit des cadrans, le gnomoniste. Le réalisateur est appelé cadranier.

Plus tard, un nouveau modèle (le scaphé), basé sur la sphère, fut introduit par Bérose en Grèce au IIIe siècle av. J.-C.. D'autres modèles en découlèrent (hémisphérique, conique, plan…).



Ces modèles indiquaient des "heures inégales" (heures également appelées temporaires variant selon le lieu et la saison) qui divisaient le jour, du lever au coucher du soleil, en 12 heures, été comme hiver : les heures d'été étaient longues, les heures d'hiver courtes.

En Égypte antique, les jours et les nuits étaient divisés chacun en douze heures, et ce quelle que soit la durée du jour ou de la nuit. Les Égyptiens mirent au point un instrument capable de mesurer les heures du jour : le cadran solaire.

Bien sûr, un cadran solaire ne fonctionne pas quand le soleil n'est pas visible ni quand le temps est couvert.

Très tôt, presque toutes les civilisations ont développé des instruments qui pouvaient alors prendre le relais du cadran solaire, en particulier la clepsydre (littéralement "qui vole l'eau") ou "horloge à eau.

Elle semble avoir été inventée en Egypte environ 3.000 ans avant J.C.. Elle fonctionnait sur le principe d'un écoulement régulier au fil du temps, sur le même principe que le sablier.

Partant d'Egypte, les clepsydres se sont répandues chez les Grecs, puis chez les Romains. Ce type de clepsydre à remplissage unique offrait une précision de l'ordre de 5 à 10 minutes. Le principe de la clepsydre a également été utilisé par les Amérindiens. Les clepsydres les plus perfectionnées ont été celles réalisées par les Perses et les Chinois.

La clepsydre fut utilisée pour mesurer de courtes périodes : en Grèce pour mesurer la durée d'un discours ou d'une plaidoirie dans les tribunaux ; puis les durées des gardes dans la légion romaine. L'heure était indiquée par le niveau d'un flotteur.

Notre division moderne du temps remonte au début du IIe millénaire avant J.C. Les Mésopotamiens ont compté en base 60, comme le faisaient les Sumériens. Le système de numération babylonien était sexagésimal. La division de l'heure et des minutes a repris ce système. Ainsi, l'heure est divisée en 60 minutes et la minute en 60 secondes.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, 18/11/2026

LES MAUSOLÉES ROYAUX DE L'ALGÉRIE ANTIQUE



Le dossier de candidature des mausolées royaux de l'Algérie antique, couvrant une période allant du IVe siècle avant J.-C. au VIe siècle après J.-C., vient de franchir une étape importante dans le processus d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Selon le ministère de la Culture et des Arts, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a confirmé que le dossier algérien répond à l'ensemble des exigences techniques prévues par la Convention de 1972. Il a ainsi été déclaré recevable et transmis aux instances consultatives compétentes pour poursuivre son évaluation.

Cette candidature regroupe cinq monuments funéraires majeurs, témoins de l'histoire ancienne de l'Algérie : le mausolée royal d'Imedghassen, dans la wilaya de Batna, le mausolée de Massinissa à El Khroub, dans la wilaya de Constantine, le mausolée royal de Siga, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, le monument funéraire d'Abalessa–Tin Hinan, dans le massif de l'Ahaggar à Tamanrasset, ainsi que les Djeddars de Frenda, dans la wilaya de Tiaret.

Sur les 60 dossiers de candidature déposés à l'échelle internationale, seuls 35 ont été jugés recevables, dont celui présenté par l'Algérie.

Cette avancée constitue une étape significative dans la reconnaissance internationale du patrimoine historique et architectural algérien. Ces monuments, hérités notamment des périodes numide et antique tardive, témoignent de la richesse des civilisations qui se sont succédé sur le territoire algérien.

Si leur inscription définitive reste soumise aux prochaines étapes d'évaluation, cette première validation représente une avancée importante dans les efforts de préservation, de valorisation et de rayonnement du patrimoine culturel national.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, 18/11/2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

EXAMEN DE PLUSIEURS DOSSIERS LIÉS À LA NUMÉRISATION, AUX PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES ET AUX INFRASTRUCTURES

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement, consacrée notamment au suivi des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation des statistiques ministériels et au contrôle des marchandises dans les ports et les aéroports, ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la modernisation des moyens de paiement électronique et à l'homologation des produits de construction des infrastructures de base, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 18 novembre, une réunion du Gouvernement.

A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur les mesures prises pour mettre en œuvre les décisions émises par Monsieur le Président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, concernant notamment la mise en œuvre des mesures réglementaires et opérationnelles relatives à la numérisation des statistiques des secteurs ministériels, ainsi que le système de contrôle des marchandises dans les ports et les aéroports.

Par la suite, le Gouvernement a poursuivi l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route relative à la modernisation des moyens de paiement électronique. A cet égard, le Gouvernement a rappelé que cette feuille de route vise principalement à renforcer l'inclusion financière et à moderniser les systèmes bancaires et financiers publics. Elle vise également à réduire l'utilisation du cash et à renforcer le suivi des transactions à l'échelle nationale, et ce à travers trois axes principaux à savoir, l'adaptation du cadre réglementaire et la conformité aux référentiels de sécurité, le



développement de solutions de paiement électronique et la digitalisation des flux de paiement, ainsi que le développement des moyens de paiement électronique par secteur.

A cette occasion, le Gouvernement a indiqué qu'au cours des neuf (09) premiers mois de l'année 2026, par rapport à 2025, la mise en œuvre de cette feuille de route a permis une progression notable de l'adoption des moyens de paiement électronique: les paiements en ligne s'élèvent à 391 milliards DA (+63%), les paiements sur terminaux de paiement électronique (TPE) à 133 milliards DA (+48%) et le paiement mobile à 56,4 milliards DA, tandis que les retraits aux distributeurs automatiques de billets (DAB) ont reculé de 14% (3 777 milliards DA).

Enfin, Le Gouvernement a entendu une communication sur la finalisation du cadre réglementaire relatif à la définition des conditions et des modalités d'homologation des produits de construction, d'entretien et d'exploitation des travaux publics et des infrastructures de base. A cet égard, il a été souligné que le renforcement du cadre réglementaire régissant les conditions et modalités d'homologation revêt une importance capitale, compte tenu de son impact sur la promotion de l'utilisation de produits fiables et de haute qualité dans la réalisation des travaux de construction, d'entretien et d'exploitation des différentes infrastructures (routes, ports, aéroports, chemins de fer).

Il s'agit, par conséquent, de garantir l'utilisation de produits conformes aux normes et spécifications techniques en vigueur, et d'assurer un contrôle rigoureux des produits de construction, ce qui permettra de protéger les usagers, garantir la durabilité et la solidité des infrastructures et à renforcer le respect des normes environnementales, ainsi que préserver le marché national en évitant la commercialisation de produits de qualité frauduleuse, non conformes aux spécifications ou dangereux".

RA

APN

L'ORGANISATION DE TROIS JOURNÉES PARLEMENTAIRES AU CENTRE D'UNE RÉUNION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Khalida Boufedeche, a présidé, mercredi, une réunion du Bureau de l'assemblée, consacrée notamment à l'examen de l'organisation de trois journées parlementaires, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Le Bureau a entamé les travaux de sa réunion par "l'examen des questions orales et écrites déposées à son niveau, en vue de transmettre au Gouvernement celles remplissant les conditions légales", précise la même source.

Par la suite, "le Bureau a examiné une demande d'organisation d'une journée parlementaire sous le thème : "L'avenir du système législatif à l'ère de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA) : défis de l'adaptation et enjeux du développement", ainsi que deux fiches techniques relatives à deux journées parlementaires proposées respectivement par la Commission de la défense nationale et la Commission de l'agriculture, de la pêche et des ressources en eau".

Le Bureau a clôturé ses travaux par "l'examen du programme d'action de la Commission de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses, au titre de la session parlementaire ordinaire 2026-2027", conclut le communiqué.

RA

DÉCÈS DU GÉNÉRAL À LA RETRAITE MEKROUD SAÏD

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES À LA FAMILLE DU DÉFUNT

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a présenté ses condoléances à la famille du moudjahid, Général à la retraite Mekroud Saïd, ancien commandant de Région militaire, décédé des suites d'une longue maladie, indique, mercredi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Suite au décès du défunt moudjahid, Général à la retraite Mekroud Saïd, ancien commandant de Région militaire, des suites d'une longue maladie, monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, présente en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, ses sincères condoléances et fait part à la famille du défunt, de sa profonde compassion, priant Allah, Le Tout-Puissant, d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis parmi les Chouhada et les valeureux croyants et d'octroyer à sa famille et ses proches tout le courage et la force en cette dure épreuve. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", précise la même source.

RA

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

MISE EN ÉCHEC DE TENTATIVES D'INTRODUCTION DE PLUS DE 5 QUINTAUX DE KIF TRAITÉ PROVENANT DES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

Des tentatives d'introduction de plus de cinq (5) quintaux de kif traité, provenant des frontières avec le Maroc, ont été mises en échec par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 11 au 17 novembre en cours, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts consentis dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont exécuté, durant la période allant du 11 au 17 novembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'ANP ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations", ajoute le bilan.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 32 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux et 72 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 47 kilogrammes de cocaïne et 844.953 comprimés psychotropes ont été saisis".

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam, Illizi et Djanet, des détachements de l'ANP ont arrêté "126 individus et saisi 27 véhicules, 87 groupes électrogènes, 38 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. De même, 13 autres individus ont été appréhendés et 6 pistolets mitrailleurs, 5 fusils de chasse, 22.740 litres de carburants et 9 quintaux de tabacs, ont été saisies, et ce, lors d'opérations distinctes".

Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 70 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 457 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

RA